

« Notre mission est de proposer à nos clients des services, des produits et une alimentation de qualité et accessibles à tous à travers l'ensemble des canaux de distribution.

Grâce à la compétence de nos collaborateurs, à une démarche responsable et pluriculturelle, à notre ancrage dans les territoires et à notre capacité d'adaptation aux modes de production et de consommation,

*nous avons pour
ambition
d'être leader de
LA TRANSITION
ALIMENTAIRE
POUR TOUS. »*

Rapport financier semestriel
30 juin 2020







Sommaire

Rapport d'activité au 30 juin 2020	page 04
Comptes consolidés résumés au 30 juin 2020	page 25
Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	page 63
Attestation des personnes responsables	page 67



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés	page 05
1.1. Principaux agrégats du compte de résultat	
1.2. Analyse des principaux postes du compte de résultat	
2. Situation financière et trésorerie du Groupe	page 12
2.1. Capitaux propres	
2.2. Endettement financier net	
2.3. Tableau de flux de trésorerie	
2.4. Financement et ressources de liquidité	
2.5. Restriction à l'utilisation des capitaux	
2.6. Sources de financement attendues	
3. Perspectives	page 15
4. Autres informations	page 16
4.1. Principes comptables	
4.2. Faits marquants de la période	
4.3. Incidence des changements de méthodes comptables	
4.4. Principales transactions avec les parties liées	
4.5. Evénements post-clôture	
4.6. Facteurs de risque	



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

1.1 Principaux agrégats du compte de résultat

Pour rappel, Carrefour Chine avait été considérée comme une activité abandonnée au 30 juin 2019 conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. La perte de contrôle de Carrefour Chine est intervenue le 26 septembre 2019 au moment de la cession à Suning.com (cf. notes 2 et 5 des comptes consolidés au 31 décembre 2019).

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
Chiffre d'affaires hors taxes	34 265	34 885	(1,8)%	3,9%
Marge des activités courantes	7 457	7 667	(2,7)%	3,3%
en % du chiffre d'affaires	21,8%	22,0%		
Frais généraux et amortissements	(6 739)	(7 043)	(4,3)%	1,0%
Résultat opérationnel courant	718	624	15,2%	29,1%
Résultat opérationnel courant avant amortissements (ROCKA)	1 886	1 770	6,5%	13,4%
Résultat opérationnel courant après quote-part dans les résultats MEQ	716	622	15,2%	29,0%
Produits et charges non courants	(234)	(610)	(61,6)%	(60,8)%
Résultat financier	(173)	(165)	5,1%	15,8%
Impôt sur les résultats	(238)	(192)	24,3%	37,2%
Résultat net des activités poursuivies - Part du Groupe	(23)	(415)	(94,4)%	(99,4)%
Résultat net des activités abandonnées - Part du Groupe	3	(43)	106,8%	106,8%
Résultat net - Part du Groupe	(21)	(458)	(95,5)%	(100,1)%
Cash-flow libre⁽¹⁾	(1 595)	(1 689)		
Cash-flow libre net⁽²⁾	(2 193)	(2 390)		
Dette nette au 30 juin⁽³⁾	5 218	6 043		
Dette nette au 30 juin incluant les activités abandonnées	5 218	5 958		

(1) Le cash-flow libre est le solde net de l'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et intérêts nets relatifs aux contrats de location, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements opérationnels.

(2) Le cash flow libre net correspond au cash flow libre après coût de l'endettement financier net et paiements locatifs nets.

(3) La dette nette n'inclut pas les passifs et actifs relatifs aux contrats de location (cf. note 2.2).

Le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 2020 s'élève à 34,3 milliards d'euros, soit une hausse de 3,9% à taux de change constants.

Le résultat opérationnel courant avant amortissements (ROCKA) du Groupe atteint 1 886 millions d'euros, en amélioration de 13,4% à taux de changes constants.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 718 millions d'euros, en hausse de 29,1% à taux de change constants.

Le résultat opérationnel non courant est une charge nette de (234) millions d'euros, en amélioration de 376 millions d'euros par rapport au 30 juin 2019, principalement liée aux coûts de réorganisation inférieurs à l'année précédente (soit (42) millions d'euros au 30 juin 2020 contre (342) millions d'euros au 30 juin 2019).

La charge financière nette s'établit à (173) millions d'euros, en hausse de (8) millions d'euros par rapport à l'année précédente, malgré l'amélioration du coût de l'endettement financier net. La charge financière du premier semestre 2019 avait été favorablement impactée par des plus-values de cession de titres financiers.

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (238) millions d'euros, représentant un taux effectif d'impôt de 77%, principalement impacté par la non reconnaissance d'impôts différés actifs nés au



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

cours de l'exercice dans certains pays et par des impôts non assis sur le résultat comptabilisés en charge d'impôt (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises en France en particulier).

Le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, ressort à (23) millions d'euros en amélioration de 391 millions d'euros en comparaison du résultat du premier semestre 2019.

Le résultat net, part du Groupe, est une perte de (21) millions d'euros, à comparer à une perte de (458) millions d'euros au premier semestre 2019.

Le cash flow libre s'élève à (1 595) millions d'euros contre (1 689) millions d'euros au premier semestre 2019. Le cash flow libre net s'élève à (2 193) millions d'euros contre (2 390) millions d'euros au premier semestre 2019.

1.2 Analyse des principaux postes du compte de résultat

Les secteurs opérationnels correspondent aux pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, regroupés en zones géographiques, auxquelles s'ajoutent les « fonctions globales » qui regroupent les holdings et autres sociétés hébergeant des activités de support administratif, financier et commercial.

Chiffre d'affaires HT par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	16 357	16 789	(2,6)%	(2,6)%
Europe (hors France)	10 246	9 988	2,6%	3,0%
Amérique latine	6 569	7 134	(7,9)%	20,0%
Asie (Taïwan)	1 092	974	12,1%	6,0%
Total	34 265	34 885	(1,8)%	3,9%

Le Groupe Carrefour a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 34,3 milliards d'euros, en hausse de +3,9% à taux de change constants et +3,8% retraité de l'application de la norme IAS 29¹.

- En France, le chiffre d'affaires décroît de (2,6)%, mais présente une croissance de +2,4% en comparable² par rapport au premier semestre 2019. Cette croissance reflète en particulier une hausse de +4,3% en comparable au premier trimestre 2020, soutenue par la performance de l'alimentaire (+5,9% LFL). Le second trimestre 2020 présente une hausse de +0,7% en comparable, impacté défavorablement par les hypermarchés ((3,6)% LFL), qui ont souffert pendant le confinement en raison des restrictions de circulation. Cependant, leur performance est en nette amélioration depuis mi-mai. La dynamique commerciale a été particulièrement soutenue ce semestre dans les supermarchés et les formats de proximité.
- En Europe (hors France), le chiffre d'affaires est en hausse de +3,0% à changes constants au premier semestre 2020, notamment tiré par la croissance de l'Espagne (+8,3% LFL) et de la Belgique (+11,2% LFL). En Espagne, Carrefour tire profit de son attractivité renforcée, y compris en hypermarché, et confirme ainsi son excellente dynamique. L'attention sans faille à la satisfaction client continue de porter ses fruits. La Belgique a

¹ L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi les dispositions de la norme IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes sont applicables dans les comptes consolidés au 30 juin 2020. Les données comparables de l'exercice 2019 incluent également l'ajustement relatif à l'hyperinflation.

² La croissance à magasins comparables (« LFL ») est composée des ventes générées par les magasins ouverts depuis au moins 12 mois, fermetures temporaires exclues. Elle s'entend à changes constants, hors essence et hors effet calendaire, et hors impact IAS 29.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

renoué avec les gains de part de marché ce semestre. Le Groupe capitalise sur un parc de magasins particulièrement adaptés et sur le repositionnement prix initié en novembre 2019 et renforcé en mai 2020 par une deuxième vague d'investissements sur 1 000 produits. L'Italie a connu une baisse de (2,6)% en comparable, impactée par un second trimestre en recul de (7,4)% du fait de son exposition aux centres commerciaux fermés jusqu'au 18 mai et aux zones touristiques particulièrement affectées durant la crise. La croissance en Pologne (+2,0%) et en Roumanie (+3,5%) sur le premier semestre s'explique par une performance très solide au premier trimestre (respectivement +8,8% LFL et +9,7% LFL) ; le second trimestre 2020 affiche un recul (respectivement (4,2)% et (2,2)% s'expliquant par la forte exposition de Carrefour aux magasins situés dans les centres commerciaux, qui ne réouvrent que progressivement depuis le mois de mai.

- En Amérique latine, les ventes sont en croissance de +20,0% à changes constants et de +19,0% en comparable, reflétant la bonne dynamique commerciale au Brésil et en Argentine. L'effet de change est toutefois défavorable à hauteur de (23,3)%. Au Brésil, la performance est solide sur le semestre. Carrefour Retail croît en comparable de +19,8%, affichant une forte dynamique en alimentaire et en non-alimentaire. Cette croissance traduit le repositionnement des hypermarchés depuis 2018, permettant un gain significatif de parts de marché. Les ventes d'Atacadão sont en hausse de +13,5% à changes constants, avec une croissance de +7,9% en comparable et une contribution des ouvertures de magasins de +6,1%. L'enseigne a poursuivi son expansion avec l'ouverture de 5 nouveaux magasins au cours du premier semestre 2020. En Argentine, la bonne dynamique commerciale se poursuit, avec des volumes en progression continue. Le renforcement du leadership tarifaire et la proximité avec les clients sont des atouts différenciants.
- A Taiwan (Asie), les ventes progressent de +6,0% à changes constants. Les effets de la pandémie de Covid-19 sur la consommation sont moins marqués que dans d'autres géographies du Groupe. Au premier trimestre 2020, Carrefour a bénéficié du succès des opérations commerciales lors du Nouvel An Chinois et de l'intégration des 8 magasins Taisuco en 2019. Au second trimestre 2020, dans un marché en contraction, la part de marché est restée stable.

Chiffre d'affaires HT par zone géographique – contribution au total du Groupe

(en %)	1er semestre 2020 ⁽¹⁾	1er semestre 2019
France	45%	48%
Europe (hors France)	28%	29%
Amérique latine	24%	20%
Asie (Taïwan)	3%	3%
Total	100%	100%

⁽¹⁾ à taux de change constants

A taux de change constants, la part du chiffre d'affaires réalisé à l'international continue à progresser pour s'établir à 54,9%, à comparer à 51,9% au premier semestre 2019.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Résultat opérationnel courant par zone géographique

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Evol. en %	Evol. en % à taux de change constants
France	125	120	4,2%	4,2%
Europe (hors France)	199	126	58,9%	59,0%
Amérique latine	373	362	2,9%	27,5%
Asie (Taïwan)	49	40	21,6%	15,0%
Fonctions globales	(28)	(25)	(12,7)%	(13,4)%
Total	718	624	15,2%	29,1%

Au 30 juin 2020, le résultat opérationnel courant s'établit à 718 millions d'euros, en hausse de 95 millions d'euros (+29,1% à taux de change constants).

Le résultat opérationnel courant de la France du premier semestre 2020 s'établit à 125 millions d'euros, en hausse de +4,2% par rapport au premier semestre 2019. La marge opérationnelle progresse de 5pbs à 0,8%. Cette évolution reflète la bonne dynamique des activités de distribution, malgré la baisse d'activité en hypermarchés pendant le confinement. Le résultat opérationnel courant est impacté par la hausse du coût du risque des services financiers et le fort ralentissement des activités de services marchands et de Promocash pour un montant total d'environ (70) millions d'euros.

Le résultat opérationnel courant de la zone Europe (hors France) atteint 199 millions d'euros, contre 126 millions d'euros au 30 juin 2019, soit une hausse de +59,0% à changes constants. La marge opérationnelle s'améliore de +69pbs à 1,9% (à taux de change courants). Tous les pays contribuent à cette progression. Carrefour bénéficie d'une forte croissance de l'activité et d'une bonne dynamique de baisse de coûts dans l'ensemble des géographies.

Le résultat opérationnel courant de l'Amérique latine s'élève à 373 millions d'euros, soit une progression de +27,5% à changes constants. La marge opérationnelle progresse de +60pbs à 5,7% (à taux de change courants), reflétant une stratégie commerciale favorisant la croissance des volumes. Au Brésil, la forte haute hausse d'activité s'est combinée à une discipline de coûts accrue et une plus grande efficacité opérationnelle. Le résultat opérationnel courant ressort ainsi en très forte hausse de +20,3% à changes constants. En Argentine, le résultat opérationnel courant s'améliore sensiblement et devient positif dès le premier semestre pour la première fois depuis 2012.

A Taïwan (Asie), la rentabilité s'améliore de nouveau avec un résultat opérationnel courant qui progresse de 9 millions d'euros et s'établit à 49 millions d'euros au premier semestre 2020, avec une marge opérationnelle en progression à 4,5% contre 4,1% au premier semestre 2019. Cette progression reflète la bonne dynamique d'expansion et le strict contrôle des coûts.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations et immeubles de placement se sont élevés à (675) millions d'euros au premier semestre 2020 contre (665) millions d'euros au premier semestre 2019.

Les amortissements des droits d'utilisation IFRS 16 des immobilisations corporelles et immeubles de placement se sont élevés à (364) millions d'euros au premier semestre 2020 contre (363) millions d'euros au premier semestre 2019.

En prenant en compte les amortissements des immobilisations logistiques et des droits d'utilisation IFRS 16 des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 168) millions d'euros au 30 juin 2020 (contre (1 147) millions d'euros au 30 juin 2019).



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence

La quote-part revenant au Groupe dans le résultat net des entités mises en équivalence est une perte de (2) millions d'euros, contre une perte de (1) million d'euros au premier semestre 2019.

Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que des dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cession d'actifs non courants, des coûts de restructuration et des charges liées à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de l'exercice.

Le résultat non courant est une charge nette de (234) millions d'euros au premier semestre 2020.

Il se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat de cession d'actifs	(31)	17
Coûts de réorganisation	(42)	(342)
Autres produits et charges non courants	(106)	(194)
Résultat non courant avant dépréciations et pertes sur actifs	(180)	(518)
Dépréciations et pertes sur actifs	(55)	(92)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	-	-
<i>dont dépréciations, pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(55)	(92)
Produits et charges non courants	(234)	(610)
<i>Dont :</i>		
<i>total des produits non courants</i>	86	262
<i>total des charges non courantes</i>	(320)	(873)

Le résultat de cession d'actifs comprend la moins value comptabilisée lors de la cession de la société Rue du Commerce effectuée le 30 avril 2020 (cf. note 3.2 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2020).

Les coûts encourus en lien avec la crise sanitaire Covid-19 ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020, qu'il s'agisse de coûts nécessaires pour la logistique ou pour la distribution des produits en magasin ou au domicile des clients, et y compris les coûts relatifs à la protection sanitaire des salariés, des clients et des prestataires.

En conformité avec nos principes comptables, ont été présentés en charges non courantes les primes exceptionnelles et avantages assimilés pour un montant total de (128) millions d'euros.

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2020 concernent notamment la dépréciation des actifs immobilisés chez Carrefour Banque suite à la décision prise par son Conseil d'Administration d'arrêter l'activité C-zam (cf. note 3.2. des comptes consolidés résumés), ainsi que la dépréciation de certains magasins Promocash en France.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Les principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2019 étaient les suivants :

- La charge comptabilisée en coûts de réorganisation comprenait principalement les coûts liés au plan de transformation des hypermarchés en France (rupture conventionnelle collective).
- Les autres produits et charges non courants concernaient principalement le Brésil et découlaient en particulier des deux décisions suivantes :
 - En mai 2019, la Cour Suprême avait rendu une décision défavorable de « modulation » sur le sujet des transferts entre états de crédits ICMS portant sur des « produits de base ». En conséquence de cette décision, une provision (y compris les intérêts et pénalités) avait été enregistrée dans les comptes en contrepartie d'une charge non courante visant à couvrir les contentieux fiscaux existants ainsi que les exercices encore soumis potentiellement à contrôle fiscal ;
 - En juin 2019, suite à une décision de justice favorable et définitive, des crédits PIS-COFINS relatifs à des exercices antérieurs avaient été reconnus en contrepartie d'un produit non courant.
- Les dépréciations et pertes sur actifs comprenaient notamment la dépréciation des titres Showroomprivé à hauteur de (52) millions d'euros afin de s'aligner sur le cours de bourse de la société au 30 juin 2019.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'établit à 482 millions d'euros au 30 juin 2020, à comparer à 12 millions d'euros au 30 juin 2019.

Résultat financier

Le résultat financier est une charge nette de (173) millions d'euros au 30 juin 2020, soit (0,5)% du chiffre d'affaires au premier semestre 2020 (stable par rapport au premier semestre 2019).

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Coût de l'endettement financier net	(91)	(112)
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(48)	(60)
Autres produits et charges financiers	(34)	7
Total	(173)	(165)

Le coût de l'endettement financier net s'élève à (91) millions d'euros, en amélioration de 21 millions d'euros.

Depuis 2019, en application de la norme IFRS 16, le résultat financier intègre également les charges d'intérêt relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêt relatifs aux contrats de sous-location financière.

Les autres produits et charges financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la variation de valeurs actualisées, à la constatation d'intérêts de retard sur certains passifs ou aux impacts de l'hyperinflation en Argentine. La charge financière du premier semestre 2019 avait été favorablement impactée par des plus-values de cession de titres financiers.

Impôt sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (238) millions d'euros au premier semestre 2020, soit un taux effectif d'impôt de 77% (contre (192) millions d'euros au premier semestre 2019 correspondant à un taux effectif de (125)%), expliqué par l'absence de reconnaissance d'impôts différés actifs sur les différences temporelles ou déficits reportables résultant de la comptabilisation de charges non courantes significatives au cours de l'année. Ce taux reflète aussi la comptabilisation en impôt courant de la CVAE.



1. Analyse de l'activité et des résultats consolidés

Participations ne donnant pas le contrôle

La part de résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle s'est élevée à 94 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 68 millions d'euros au premier semestre 2019.

Résultat net des activités poursuivies – Part du Groupe

En conséquence des éléments décrits ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, s'établit à (23) millions d'euros au 30 juin 2020 contre (415) millions d'euros au 30 juin 2019.



2. Situation financière et Trésorerie du Groupe

2.1 Capitaux propres

Les capitaux propres s'élèvent à 10 763 millions d'euros au 30 juin 2020, à comparer à 11 675 millions d'euros à la fin de l'année précédente, soit une diminution de (912) millions d'euros.

Cette baisse s'explique principalement par les mouvements suivants :

- le résultat net de l'exercice, soit 73 millions d'euros ;
- les autres éléments du résultat global, à hauteur de (863) millions d'euros, impactés par les écarts de conversion défavorables résultant de la dépréciation significative du réal brésilien sur le premier semestre 2020 ;
- les dividendes pour un montant total de (130) millions d'euros, dont (57) millions d'euros aux actionnaires de Carrefour (pour la partie en numéraire) et (73) millions d'euros aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle, concernant principalement les filiales espagnoles et taïwanaises.

2.2 Endettement financier net

L'endettement financier net du Groupe est passé de 2 615 millions d'euros au 31 décembre 2019 à 5 218 millions d'euros au 30 juin 2020. La variation de la dette nette entre le 31 décembre et le 30 juin s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.

La dette nette du Groupe s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires	7 047	6 981
Autres emprunts et dettes financières	481	261
Billets de Trésorerie	719	-
Total des dettes financières hors dérivés passif	8 247	7 241
Dérivés Passif	41	59
Total des dettes	8 288	7 300
<i>dont dettes à plus d'un an</i>	6 379	6 303
<i>dont dettes à moins d'un an</i>	1 909	997
Autres actifs financiers courants ⁽¹⁾	320	219
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 750	4 466
Total des placements	3 070	4 685
Dette nette	5 218	2 615

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an dans le calcul de la dette nette (cf. note 15.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2019).

Les dettes financières du Groupe (hors dérivés) ont des échéances réparties dans le temps (jusqu'en 2027 pour la tranche obligataire à échéance la plus longue) et présentent ainsi un profil de remboursement équilibré sur les années à venir :

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
A moins d'un an	1 868	939
Entre 1 et 2 ans	170	1 127
Entre 2 et 5 ans	4 171	3 368
Au-delà de 5 ans	2 039	1 808
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	8 247	7 241



2. Situation financière et Trésorerie du Groupe

La trésorerie disponible pour le Groupe s'établit à 2 750 millions d'euros au 30 juin 2020, à comparer à 4 466 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une baisse de (1 717) millions d'euros.

2.3 Tableau de flux de trésorerie

L'endettement net augmente de (2 603) millions d'euros au premier semestre 2020, à comparer à une augmentation de (2 448) millions d'euros au premier semestre 2019. Cette variation s'analyse comme suit à partir du tableau de flux de trésorerie simplifié du Groupe pour l'exercice :

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Autofinancement	1 233	1 367
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(1 830)	(1 636)
Variation des autres créances et autres dettes	(233)	(486)
Variation des encours sur crédit à la consommation	(38)	(36)
Investissements opérationnels ⁽¹⁾	(449)	(628)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(328)	(183)
Impact des activités abandonnées	-	(136)
Autres flux opérationnels	51	49
Cash-flow libre	(1 595)	(1 689)
Acquisitions et cessions de filiales et de participations dans des entreprises associées	(109)	1
Dividendes versés / Augmentation de capital	(145)	(14)
Coût de l'endettement financier net	(91)	(112)
Change	(130)	(5)
Engagement de location et intérêts	(525)	(496)
Impact des activités abandonnées	-	(117)
Autres	(9)	(15)
Diminution / (Augmentation) de l'endettement net	(2 603)	(2 448)

(1) Hors l'acompte de 10% versé en février 2020 relativement à l'acquisition en cours de 30 magasins Makro au Brésil

Au premier semestre 2020, le cash-flow libre s'élève à (1 595) millions d'euros (à comparer à (1 689) millions d'euros au premier semestre 2019) et provient principalement des éléments suivants :

- un autofinancement qui s'établit à 1 233 millions d'euros contre 1 367 millions d'euros au 30 juin 2019. Hors activités abandonnées, l'autofinancement s'établit à 1 260 millions d'euros contre 1 263 millions d'euros au 30 juin 2019 ;
- la variation de la « Trésorerie marchandises » et des autres créances et dettes qui s'élève à (2 064) millions d'euros contre (2 123) millions d'euros au premier semestre 2019 ;
- les investissements opérationnels pour (449) millions d'euros à comparer à (628) millions d'euros au 30 juin 2019.

2.4 Financement et ressources de liquidité

Les principales actions menées par le Groupe afin de conforter la liquidité consistent à :

- promouvoir une politique de financement prudente permettant de disposer d'une notation de crédit rendant possible l'accès aux marchés obligataires et de billets de trésorerie ;
- maintenir une présence sur le marché obligataire en émettant de manière régulière, principalement sur les marchés Euro, en vue de disposer d'un échéancier obligataire



2. Situation financière et Trésorerie du Groupe

équilibré. Le programme *Euro Medium Term Notes* (EMTN) dispose d'une capacité de 12 milliards d'euros ;

- utiliser le programme de billets de trésorerie du Groupe déposé à la Banque de France coté à Paris avec une capacité d'émission de 5 milliards d'euros ;
- maintenir des facilités de crédit bancaire à moyen terme disponibles et utilisables au gré des besoins du Groupe. Au 30 juin 2020, le Groupe dispose de deux lignes de crédits syndiqués non tirées auprès d'un pool de banques de premier rang d'un montant total de 3,9 milliards d'euros.

Le Groupe considère sa situation de liquidité comme solide. En outre, le niveau de trésorerie disponible permet de couvrir les échéances obligataires de l'année à venir. Le profil de la dette est équilibré : le Groupe ne fait face à aucun pic de refinancement sur l'ensemble de son échéancier de dette obligataire qui présente une maturité moyenne de 4,1 ans.

Au 30 juin 2020, Carrefour est noté BBB perspective stable par Standard & Poor's et Baa1 perspective négative par Moody's. Ces notations avaient été réitérées après la publication des résultats annuels 2019.

Les principales opérations du premier semestre 2020 ont été la nouvelle émission obligataire de 1 milliard d'euros, d'une maturité de 7,5 ans environ et d'un coupon de 2,625%, le 25 mars 2020 et le remboursement d'un emprunt obligataire de 802 millions d'euros, d'une maturité de 10 ans et d'un coupon de 4%, le 9 avril 2020 (cf. note 12.2.2 des comptes consolidés résumés). Ces opérations ont permis de sécuriser les financements du Groupe pour 2020, et s'inscrivent dans la stratégie de sécurisation des financements à long terme du Groupe.

2.5 Restriction à l'utilisation des capitaux

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

2.6 Sources de financement attendues

Pour faire face à ses engagements, Carrefour peut recourir à son cash-flow libre et lever de la dette en ayant recours à ses programmes EMTN et de billets de trésorerie, ou enfin à ses lignes de crédit.



3. Perspectives

Le Groupe travaille en permanence à l'évaluation précise de l'impact de la pandémie de Covid-19, notamment sur l'évolution du comportement d'achat des consommateurs.

Le Groupe réitère les orientations du plan stratégique Carrefour 2022, relève son objectif de plan d'économies et confirme l'ensemble de ses autres objectifs opérationnels et financiers.

Objectifs opérationnels :

- Progression du NPS® Groupe de +15 points sur 2020-2022, soit +23 points depuis le début du plan ;
- Réduction des surfaces de vente en hypermarchés de 350 000 m² dans le monde à horizon 2022 ;
- Réduction des assortiments de -15% à horizon 2020 ;
- Un tiers du chiffre d'affaires réalisé via des produits à marque Carrefour en 2022 ;
- 2 700 ouvertures de magasins de proximité à horizon 2022.

Objectifs financiers :

- 4,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires e-commerce alimentaire en 2022 ;
- 4,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires en produits bio en 2022 ;
- Plan d'économies sur 3 ans relevé à 3,0 milliards d'euros (contre 2,8 milliards d'euros) en année pleine à fin 2020. Poursuite de la dynamique d'économies de coûts au-delà de 2020 ;
- Cessions additionnelles de 300 millions d'euros d'actifs immobiliers non stratégiques à horizon 2022.



4. Autres informations

4.1 Principes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2020 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2019, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* (cf. note 1.3 des comptes consolidés résumés), et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces textes sont les suivants :

- Amendements à IAS 1 et à IAS 8 – *Définition du terme « significatif »* ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 - *Réforme des taux de référence* ;
- Amendements à IFRS 3 – *Définition d'une entreprise* ;
- Amendements aux références au Cadre conceptuel pour les normes IFRS.

Ces textes n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe. Il n'y a pas de texte adopté par l'Union Européenne et applicable par anticipation.

Textes non encore adoptés par l'Union Européenne

Normes, amendements et interprétations	Date d'application (1)
Amendement à IFRS 16 – <i>Contrats de location : avantages octroyés aux preneurs dans le contexte du Covid-19</i>	1 ^{er} juin 2020
Amendements des normes IFRS 3 - <i>Regroupements d'entreprises</i> , IAS 16 - <i>Immobilisations corporelles</i> , IAS 37 - <i>Provisions, Passifs éventuels et Actifs éventuels</i> et des <i>Améliorations annuelles 2018-2020</i>	1 ^{er} janvier 2022
Norme IFRS 17 - <i>Contrats d'assurance</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 - <i>Présentation des états financiers : Classification des dettes en courant ou non courant</i>	1 ^{er} janvier 2023 ⁽²⁾

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

(2) Sous réserve de la publication de l'amendement définitif

Les impacts éventuels de la norme IFRS 17 sont en cours d'analyse. Carrefour n'anticipe pas d'incidence significative de l'application des autres textes sur les comptes consolidés du Groupe.



4. Autres informations

4.2 Faits marquants de la période

4.2.1 Crise sanitaire liée au Covid-19

a. Contexte et activité du premier semestre 2020

Au cours du premier semestre 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé durement l'économie mondiale et a engendré une situation grave et inédite.

Face à la pandémie de Covid-19, les équipes de Carrefour se sont mobilisées de façon exceptionnelle, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire puis de répondre aux nouvelles attentes des consommateurs dans un environnement complexe et en évolution rapide.

Le Groupe a immédiatement mis en œuvre des mesures fortes de protection de la santé des collaborateurs et des clients, le plus souvent en anticipant et en allant au-delà des règles sanitaires recommandées par les pouvoirs publics dans chaque pays.

Carrefour a pris des mesures de responsabilité sociale et mis en œuvre des actions de solidarité concrètes, telles que la création de services dédiés pour les clients prioritaires (notamment personnes âgées et personnels soignants), des dons de la Fondation Carrefour ou encore des actions de soutien aux producteurs locaux.

Ce semestre particulier a connu une période de pré-confinement, une de confinement et une de post-confinement variant selon les géographies.

Le modèle multi-format a permis de répondre aux différents moments de la crise.

Nos ventes ont été portées en janvier et février par le succès des initiatives stratégiques lancées depuis deux ans, puis ont connu une accélération notable en mars, les consommateurs réalisant des achats de précaution, essentiellement dans l'épicerie sèche et les produits de longue conservation, en prévision du confinement. Tous les formats de magasins et le e-commerce ont bénéficié de cette dynamique très soutenue dans l'alimentaire.

Dans l'ensemble des géographies, des comportements d'achat assez similaires ont été observés avec la progression de la pandémie et les décisions de confinement prises par les pouvoirs publics.

Une fois les mesures de confinement mises en place, les consommateurs se sont dirigés vers la proximité et les supermarchés, plus proches de leur domicile et davantage accessibles, aux dépens des hypermarchés. Dans l'ensemble des formats, le nombre de visites en magasin a été réduit, tandis que le panier moyen a fortement augmenté. Le e-commerce alimentaire a conservé sa forte dynamique. Durant le confinement, le marché du non-alimentaire a été pénalisé, notamment certaines catégories comme le textile, étant considérées comme non-prioritaires. Dans plusieurs pays du Groupe (notamment l'Espagne et l'Italie), les autorités ont par ailleurs imposé la fermeture de certains rayons non-alimentaires.

Progressivement à partir du mois de mai, les pays européens ont commencé à mettre fin au confinement. Notons qu'au Brésil la politique sanitaire est différente d'un état à l'autre, avec une approche locale du confinement, tandis que l'Argentine demeure à ce jour confinée. Bien que les situations sanitaires et les calendriers varient d'un pays à l'autre, certaines tendances se détachent. En mai et juin, les marchés alimentaires ont été généralement porteurs, bénéficiant notamment d'un report de la consommation en restauration hors-domicile. L'attractivité des formats de proximité et de supermarchés s'est confirmée. Les hypermarchés, à nouveau pleinement accessibles, ont connu une activité soutenue.



4. Autres informations

b. Mesures prises par le Groupe

Carrefour s'est mobilisé face à la pandémie de Covid-19.

Protection des collaborateurs et des clients

Le Groupe a immédiatement mis en oeuvre des mesures fortes de protection de la santé des collaborateurs et des clients, le plus souvent en anticipant et en allant au-delà des règles sanitaires recommandées par les pouvoirs publics dans chaque pays. Elles ont été ajustées quotidiennement.

- Application des gestes barrières
- Renforcement des protocoles de désinfection et d'hygiène
- Mise en place d'écrans en plexiglas aux caisses
- Approvisionnement régulier en gel hydroalcoolique
- Mise à disposition pour les collaborateurs de gants, casquettes visière intégrale, masques et thermomètres
- File d'attente à l'entrée des magasins en cas d'affluence
- Marquages au sol pour faire respecter les distances de sécurité
- Protocoles spécifiques de désinfection et de mise en quarantaine en cas de suspicion de contamination.

La bonne application des règles sanitaires, d'hygiène et de sécurité est régulièrement et strictement contrôlée par des mesures d'audit.

Les conditions de travail ont été adaptées pour préserver les équipes :

- Adaptation des horaires d'ouverture des magasins
- Fermeture en France des magasins intégrés les dimanches et généralisation du télétravail dans les sièges pendant la période de confinement strict.

Assurer la continuité de la distribution alimentaire pendant la période de confinement

Les équipes de Carrefour se sont mobilisées de façon exceptionnelle, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire dans un contexte complexe.

Le Groupe a maintenu le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement :

- Mise en place de plans de sécurisation des approvisionnements des magasins et des entrepôts, avec des mesures spécifiques sur les produits les plus sensibles et prioritaires
- Mise en place d'une cellule de crise dédiée au pilotage de la chaîne logistique et travail avec les fournisseurs pour augmenter les flux directs
- Rationalisation des gammes fournisseurs (réallocation de références, référencement de nouveaux fournisseurs, etc.), cartographie des risques, notamment de ruptures, et suivi des alertes
- Mobilisation des équipes siège sur le terrain, sur la base du volontariat
- Recrutement de 5 000 collaborateurs au Brésil, pour renforcer les équipes magasin.

En e-commerce, Carrefour s'est adapté à la très forte demande depuis le début de la crise et a atteint un NPS® record sur ce segment en France :

- Opérations : mise en place immédiate de queues virtuelles sur tous nos sites internet, polyvalence des équipes en magasin, ouverture de très nombreux points de préparation des commandes, accélération de la mécanisation et des rotations du travail en entrepôt
- Services : développement du Drive en Espagne et en Italie et lancement du modèle en Argentine et en Pologne, lancement de l'offre "Les Essentiels Carrefour" en France et en Italie (mise à disposition des clients de paniers de produits alimentaires essentiels depuis un mini-site dédié)
- Partenariats pour la livraison : signature de contrats avec UberEats en France et Glovo en Pologne.



4. Autres informations

Mobilisation en faveur du pouvoir d'achat

Au premier trimestre 2020, Carrefour s'est mobilisé en faveur du pouvoir d'achat des clients en renforçant ses engagements et en bloquant les prix de milliers de produits dans tous les pays, par exemple ceux de 5 000 produits à marque Carrefour et 500 produits « Imbattables » en France.

Au second trimestre 2020, Carrefour a renforcé sa compétitivité prix dans la plupart des pays, notamment en France avec les « prix engagés » et la « prime marché », ainsi qu'en Belgique avec la baisse des prix de 1 000 produits. Une attention particulière est portée aux produits à marque Carrefour qui offrent un excellent rapport qualité-prix.

NOMBREUSES ACTIONS DE SOLIDARITÉ

Carrefour s'est engagé pour aider les personnels hospitaliers et médicaux, ainsi que les personnes les plus vulnérables.

- Des caisses prioritaires et des créneaux horaires leur ont été dédiés dans la plupart des magasins
- De nouveaux services (prises de commande par téléphone, livraisons de repas, etc.) ont été spécialement mis en place à leur attention.

La Fondation Carrefour a débloqué 3 millions d'euros au profit de l'aide alimentaire d'urgence et des hôpitaux :

- Contribution au fonds d'urgence de la Fondation Assistance Publique-Hôpitaux de Paris en France, pour venir en aide aux équipes des hôpitaux français et à la recherche médicale pour vaincre le Covid-19
- Soutien aux équipes des hôpitaux San Carlo et San Paolo en Italie
- Achat de matériel pour aider les Croix-Rouge locales en Pologne et en Roumanie.

Par ailleurs, Carrefour Brésil a distribué l'équivalent de 15 millions de reals brésiliens de denrées alimentaires aux familles les plus vulnérables face au virus.

Soutien aux filières agricoles dans la crise

La crise sanitaire a réduit les débouchés de nombreuses PME du monde agricole/piscicole et de l'agroalimentaire. Carrefour soutient les acteurs de ces filières et se mobilise afin d'en limiter l'impact économique.

- Carrefour s'est engagé auprès des mareyeurs pour soutenir la pêche française, en garantissant des volumes et des prix d'achat sur une dizaine d'espèces majeures
- Pour les produits de saison en hypermarché, Carrefour s'est engagé à s'approvisionner exclusivement auprès d'agriculteurs français
- Le Groupe a été le premier distributeur à contribuer au Fonds de Solidarité des Consommateurs et Citoyens créé par « C'est qui le patron? ». Ce fonds a vocation à soutenir les personnes dont l'activité professionnelle non salariée a été fortement impactée par la crise (indépendants, commerces, agriculteurs, TPE).

Des mesures de responsabilité sociale et sociétale

Dans le contexte exceptionnel de la pandémie Covid-19 et dans un souci de responsabilité sociale et sociétale, le Conseil d'Administration de Carrefour, lors de sa séance du 20 avril 2020, a décidé de réduire de 50% le dividende proposé au titre de l'exercice 2019, par rapport à ce qui avait été initialement annoncé le 27 février 2020. Ainsi, le dividende est de 0,23 euro par action, contre 0,46 euro par action initialement prévu et 0,46 euro par action versé en 2019 au titre de l'exercice 2018. Cette proposition a été approuvée par l'Assemblée Générale du 29 mai 2020.

Lors du même Conseil d'Administration, Alexandre Bompard, Président Directeur Général, a fait part de sa décision de renoncer à 25% de sa rémunération fixe pour une période de deux mois correspondant à la phase aiguë de la crise, de geler les rémunérations fixes des membres du Comité exécutif du Groupe pour toute l'année 2020, et leur a demandé de renoncer à 10% de leur rémunération fixe pour une période de deux mois. Par ailleurs, Alexandre Bompard et les membres



4. Autres informations

du Conseil d'administration du groupe Carrefour ont décidé de diminuer de 25% le montant de leurs jetons de présence pour l'année en cours.

Les sommes correspondantes seront affectées au financement d'actions de solidarité pour des salariés du Groupe, en France et à l'étranger.

c. Bilan solide, liquidité renforcée et discipline financière

Depuis 2018, Carrefour fait preuve d'une grande discipline financière et a renforcé son bilan et sa liquidité. Le bilan solide dont dispose Carrefour constitue un atout important dans le contexte de mutations rapides de la distribution alimentaire et de pandémie actuelle.

Au 30 juin 2020, le Groupe est noté Baa1 perspective négative par Moody's et BBB perspective stable par Standard & Poor's. Ces notations avaient été réitérées après la publication des résultats annuels 2019.

Les principales opérations de financement du premier semestre 2020 sont détaillées dans la note 4.2.3.

d. Incidences de la pandémie du Covid-19 sur les comptes au 30 juin 2020 et mise en œuvre de travaux supplémentaires

L'incidence sur les comptes et la mise en œuvre de travaux supplémentaires sont détaillées dans la note 3.1.c des comptes consolidés résumés.

4.2.2 Principales acquisitions et cessions du premier semestre 2020

Acquisition des sociétés Potager City et Dejbox (France)

Le 8 janvier 2020, Carrefour a pris le contrôle de la société Potager City en acquérant 50% du capital. La société, basée à Lyon, livre des paniers de fruits et légumes en provenance directe des producteurs. A la suite de la capitalisation d'une avance en compte courant fin mars 2020, Carrefour détient dorénavant 56% du capital et des droits de vote.

Le 24 janvier 2020, Carrefour a acquis une participation majoritaire dans la société Dejbox (soit 68%), pionnier de la livraison de déjeuners pour les salariés situés en zones périurbaines. Présente à Lille, Lyon, Paris, Bordeaux, Nantes et Grenoble mais aussi dans des centaines d'autres villes et communes environnantes, Dejbox livre chaque mois plus de 400 000 repas.

En application de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, le Groupe a effectué une évaluation des actifs acquis et des passifs repris aux dates d'acquisition. Sur la base de cette évaluation provisoire, les acquisitions des sociétés Potager City et Dejbox se sont traduites par la comptabilisation de *goodwill* provisoires respectivement de 20 millions d'euros et 53 millions d'euros au 30 juin 2020.

Les montants des produits des activités ordinaires et des résultats des sociétés Potager City et Dejbox inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période ne sont pas significatifs.

Accélération de l'expansion du format porteur Atacadão (Brésil)

Le 15 février 2020, Atacadão a conclu un accord avec Makro Atacadista portant sur l'acquisition de 30 magasins (dont les murs de 22 magasins en pleine propriété et 8 en location) et 14 stations-service, situés dans 17 États du Brésil, pour un prix de 1,95 milliard de reals (approximativement 325 millions d'euros au cours de clôture au 30 juin 2020), qui sera payé en totalité en numéraire.



4. Autres informations

Un acompte de 195 millions de reals (35 millions d'euros environ) a été versé au cours du premier trimestre 2020.

Les 30 magasins, totalisant plus de 165 000 m² de surface de vente, ont réalisé un chiffre d'affaires total d'environ 2,8 milliards de reals en 2019.

La transaction reste soumise à certaines conditions usuelles, notamment l'accord des bailleurs pour les magasins en location et l'approbation par la CADE, l'autorité de la concurrence brésilienne. Sa finalisation est attendue au cours du second semestre 2020.

Acquisition en cours de la société Wellcome (Taïwan)

En juin 2020, Carrefour a conclu un accord avec Dairy Farm pour acquérir Wellcome Taiwan. La transaction porte sur 224 magasins de proximité ainsi qu'un entrepôt (incluant la propriété des murs et du terrain). La valeur d'entreprise de l'opération est de 97 millions d'euros. Wellcome Taiwan a réalisé un chiffre d'affaires HT d'environ 390 millions d'euros en 2019.

La transaction est soumise aux conditions usuelles. Sa finalisation est attendue d'ici fin 2020.

Cession de la société Rue du Commerce (France)

Le Groupe avait annoncé le 8 novembre 2019 avoir reçu une offre ferme de la part de Shopinvest portant sur 100% du capital de Rue du Commerce.

Au 31 décembre 2019 et conformément à la norme IFRS 5, les actifs et passifs de la filiale, classés en actifs et passifs détenus en vue de leur vente, avaient été évalués au montant le plus faible de leur valeur nette comptable et de la juste valeur nette des frais de cession. Compte tenu des conditions financières de la promesse unilatérale d'achat de Shopinvest, ces actifs avaient été intégralement dépréciés au 31 décembre 2019, en contrepartie du résultat opérationnel non courant.

La cession de Rue du Commerce est devenue définitive le 30 avril 2020. La moins-value de cession enregistrée sur 2020 s'élève à (40) millions d'euros environ et a été comptabilisée dans le résultat opérationnel non courant (cf. note 6.3 des comptes consolidés résumés).

Arrêt de l'activité C-zam chez Carrefour Banque (France)

En avril 2020, le Conseil d'Administration de la société Carrefour Banque a pris la décision d'arrêter l'activité C-zam (gestion opérationnelle de comptes courants de particuliers) pour se recentrer sur son coeur de métier, le crédit à la consommation. Cette décision a entraîné la dépréciation des actifs immobilisés dédiés à cette activité en contrepartie du résultat opérationnel non courant (cf. note 6.3 des comptes consolidés résumés).



4. Autres informations

4.2.3 Sécurisation des financements long terme du Groupe

Début mars 2020, la crise sanitaire Covid-19 a provoqué la fermeture du marché monétaire (court terme) ainsi que du marché des émissions obligataires long terme. Ce dernier a ré-ouvert le 20 mars, après 10 jours de fermeture, avec un élargissement des spreads de crédit de 150 à 200 bps.

Le 25 mars 2020, le Groupe Carrefour a été le premier émetteur noté BBB à accéder au marché, avec une émission obligataire d'1 milliard d'euros, d'une maturité de 7,5 ans environ (échéance au 15 décembre 2027) et d'un coupon de 2,625%. Le 9 avril 2020, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire, d'un montant de 802 millions d'euros, d'une maturité de 10 ans et d'un coupon de 4%.

Ces opérations ont permis de sécuriser la liquidité du Groupe à court et à moyen terme, et s'inscrivent dans la stratégie de sécurisation des financements de Carrefour. Elles ont également permis d'étendre la maturité moyenne des facilités obligataires en la portant de 3,5 ans à fin décembre 2019 à 4,1 ans à fin juin 2020, tout en réduisant la charge financière de Carrefour.

Par ailleurs, en mai 2020, Carrefour a exercé l'option d'extension de juin 2024 à juin 2025 de ses deux facilités de crédit d'un montant total de 3,9 milliards d'euros. Cette option a été souscrite à plus de 95% des engagements bancaires.

Le 16 avril 2020, la filiale brésilienne Atacadão a mis en place divers financements en USD et Euros, immédiatement swapés en BRL, pour un montant total de 1 500 millions de reals (environ 250 millions d'euros au cours de clôture du 30 juin 2020). Ces financements ont des maturités de 2 et 3 ans. Ces opérations permettent de sécuriser les besoins de financements à court et moyen terme de la filiale dans le contexte de crise sanitaire.

4.2.4 Paiement du dividende 2019 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 29 mai 2020, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2019 à 0,23 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.

Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 12,19 euros, correspondant à 95% de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédent le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende de 0,23 euro par action et arrondi au centime d'euro supérieur.

Ouverte le 10 juin 2020, la période d'option s'est clôturée le 23 juin 2020 ; les actionnaires ayant choisi le paiement du dividende en actions représentent 69% du capital.

Le 29 juin 2020 ont eu lieu :

- le règlement livraison des 10 358 336 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en action, suite à une augmentation du capital social et des primes d'émission de Carrefour d'un montant total de 126 millions d'euros ;
- le versement du dividende global en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (57 millions d'euros).



4. Autres informations

4.3 Incidence des changements de méthodes comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables lors de l'établissement des états financiers consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2020, comparativement à celles appliquées au 31 décembre 2019.

Norme IFRS 16 – *Contrats de location* – Décision de l'IFRS IC publiée le 16 décembre 2019

Le 16 décembre 2019, l'IFRS IC a publié sa décision sur une demande de clarification concernant les sujets suivants :

- la détermination de la période exécutoire d'un contrat de location renouvelable par tacite reconduction, ou d'un contrat à durée indéterminée, pouvant être dénoncé par l'une des parties avec respect d'un certain préavis. En particulier, la question a été posée sur la notion de pénalités sur laquelle est basée la définition de la période exécutoire.
- le lien entre la durée d'amortissement des agencements indissociables du bien loué, et la durée IFRS 16 d'un contrat de location.

L'IFRS IC a :

- conclu qu'une approche économique (plutôt que strictement juridique) doit être retenue pour déterminer la période exécutoire d'un contrat de location ;
- apporté des clarifications relatives au lien entre la durée IFRS 16 d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements indissociables du bien loué.

Pour mémoire, Carrefour n'avait pas appliqué cette décision lors de l'établissement de ses comptes consolidés au 31 décembre 2019, les incidences potentielles de celle-ci étant en cours d'analyse. En effet, compte tenu de la grande volumétrie des contrats de location dans les différents pays du Groupe et de la publication tardive de cette décision, le Groupe devait disposer d'un temps suffisant (« *sufficient time* ») pour mener à bien les analyses qui devaient permettre d'en déterminer précisément les effets.

Pour les mêmes raisons qu'évoquées au 31 décembre 2019 et compte tenu des travaux supplémentaires rendus nécessaires par la crise sanitaire du Covid-19 pour arrêter les comptes consolidés semestriels, Carrefour n'a pas finalisé au 30 juin 2020 l'ensemble des analyses permettant de déterminer les effets de la décision de l'IFRS IC et de pouvoir les implémenter dans ses systèmes d'information financier et comptable. En conséquence, le Groupe n'a pas appliqué cette décision lors de l'établissement de ses comptes consolidés résumés au 30 juin 2020.

Nos analyses portent toujours en particulier sur les contrats de location :

- en tacite reconduction ou résiliables à tout moment ;
- d'actifs sous-jacents (magasins, entrepôts) comprenant des agencements et installations indissociables, dont la valeur nette comptable résiduelle à la fin de la durée IFRS 16 pourrait constituer une pénalité (au sens de la décision IFRS IC) significative pour le Groupe. Ces cas-là auraient pu aboutir à l'allongement de la durée IFRS 16 des contrats de location et/ou à la ré-estimation de la durée d'amortissement des agencements et installations indissociables de ces biens loués.



4. Autres informations

Les analyses menées au cours du premier semestre 2020 permettent d'envisager les règles suivantes :

- Confirmation des durées d'amortissement des agencements et installations indissociables des biens loués pour l'ensemble des actifs sous-jacent concernés ;
- Dans la détermination des durées IFRS 16 raisonnablement certaines :
 - Approche différenciée prenant en compte les spécificités liées aux différents formats de magasins (proximité, supermarchés, hypermarchés et cash & carry), d'entrepôts ainsi que celles liées aux différentes zones géographiques ;
 - Prise en compte de l'incitation économique liée aux agencements et installations indissociables significatifs existants sur les magasins loués des formats supermarchés, hypermarchés et cash & carry, qui pourrait conduire à l'augmentation des durées IFRS 16 pour un certain nombre de baux ;
 - Maintien des durées IFRS 16 liées aux autres actifs sous-jacent (magasins de proximité, entrepôts logistiques et actifs divers) compte tenu du caractère peu significatif des agencements existants.

Par ailleurs, des analyses et certaines discussions de place sont en cours sur les durées IFRS 16 à appliquer aux baux 3/6/9 en France (plusieurs centaines de contrats concernés), qui sont actuellement déterminées conformément à la position exprimée par l'ANC en février 2018.

Concernant l'établissement des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020, l'incidence de la décision de l'IFRS IC publiée le 16 décembre 2019 demeurant en cours d'analyse, les principes comptables relatifs à la norme IFRS 16 appliqués sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 (cf. note 9).

4.4 Principales transactions avec les parties liées

Il n'y a pas eu, au cours du premier semestre 2020, de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2019.

4.5 Evénements post-clôture

Aucun événement post-clôture significatif n'est à signaler.

4.6 Facteurs de risque

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux présentés au chapitre 4 *Gestion des risques* du Document d'Enregistrement Universel 2019 du Groupe.



Comptes consolidés résumés au 30 juin 2020

Compte de résultat consolidé	page 26
Etat du résultat global consolidé	page 27
Etat de la situation financière consolidée	page 28
Tableau des flux de trésorerie consolidés	page 29
Variation des capitaux propres consolidés	page 30
Notes annexes	page 31



Compte de résultat consolidé

Pour rappel, Carrefour Chine avait été considérée comme une activité abandonnée au 30 juin 2019 conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 – *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*. La perte de contrôle de Carrefour Chine est intervenue le 26 septembre 2019 au moment de la cession à Suning.com (cf. notes 2 et 5 des comptes consolidés au 31 décembre 2019).

Les états financiers sont présentés en millions d'euros, avec arrondi au million d'euros près. Des écarts d'arrondis peuvent ainsi apparaître entre différents états.

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	6.1	34 265	34 885	(1,8)%
Programmes de fidélisation		(317)	(336)	(5,8)%
Chiffre d'affaires hors taxes, net de la fidélisation		33 949	34 549	(1,7)%
Autres revenus	6.1	1 121	1 204	(6,9)%
Revenus totaux		35 070	35 752	(1,9)%
Coût des ventes		(27 612)	(28 086)	(1,7)%
Marge des activités courantes		7 457	7 667	(2,7)%
Frais généraux et amortissements	6.2	(6 739)	(7 043)	(4,3)%
Résultat opérationnel courant		718	624	15,2%
Quote-part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence		(2)	(1)	42,5%
Résultat opérationnel courant après quote-part des sociétés mises en équivalence		716	622	15,2%
Produits et charges non courants	6.3	(234)	(610)	(61,6)%
Résultat opérationnel		482	12	4035,4%
Résultat financier	12.6	(173)	(165)	5,1%
Coût de l'endettement financier net		(91)	(112)	(18,6)%
Intérêts nets relatifs aux contrats de location		(48)	(60)	(19,5)%
Autres produits et charges financiers		(34)	7	(597,1)%
Résultat avant impôts		308	(153)	301,2%
Impôts sur les résultats	9	(238)	(192)	24,3%
Résultat net des activités poursuivies		70	(345)	120,4%
Résultat net des activités abandonnées		3	(45)	106,5%
Résultat net de la période		73	(390)	118,8%
dont Résultat net, part du Groupe		(21)	(458)	(95,5)%
dans Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe		(23)	(415)	(94,4)%
dans Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe		3	(43)	106,8%
dont Résultat net, part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		94	68	37,5%
dans Résultat net des activités poursuivies, part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		94	70	34,3%
dans Résultat net des activités abandonnées, part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	(2)	

Résultat de base par action, en euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action	(0,03)	(0,53)	(94,5)%
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action	0,00	(0,06)	(106,6)%
Résultat net, part du Groupe, par action	(0,03)	(0,59)	(95,6)%

Résultat dilué par action, en euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action	(0,03)	(0,53)	(94,5)%
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action	0,00	(0,06)	(106,6)%
Résultat net, part du Groupe, par action	(0,03)	(0,59)	(95,6)%

Le détail du calcul du résultat par action est présenté en note 11.2.



Etat du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat net, part du Groupe	(21)	(458)
Résultat net, part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	94	68
Résultat net de la période	73	(390)
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	21	(27)
Variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(3)	(3)
Variation des écarts de conversion ⁽¹⁾	(881)	71
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(862)	41
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies ⁽²⁾	(0)	(76)
Variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	1
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(0)	(75)
Autres éléments du résultat global, après impôt	(863)	(34)
Résultat global de la période	(790)	(424)
dont part du Groupe	(593)	(508)
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(197)	84

Rubriques présentées nettes d'impôt (détail présenté en note 11.1).

- (1) La variation des écarts de conversion au cours du premier semestre 2020 s'explique essentiellement par la dépréciation significative du réal brésilien. Pour le premier semestre 2019, cette variation s'expliquait essentiellement par l'appréciation du réal brésilien.
- (2) L'absence de réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies comptabilisée sur le premier semestre 2020 reflète la stabilité du taux d'actualisation de la zone Euro (0,75%) entre fin décembre 2019 et fin juin 2020. Sur le premier semestre 2019, les taux avaient baissé, passant de 1,60% fin 2018 à 0,80% fin juin 2019, conduisant à l'augmentation du passif net au 30 juin 2019.



Etat de la situation financière consolidée

Actif		Notes	30/06/2020	31/12/2019
(en millions d'euros)				
Goodwill		7.1	7 930	7 976
Autres immobilisations incorporelles		7.1	1 370	1 452
Immobilisations corporelles		7.2	10 424	11 370
Immeubles de placement		7.3	277	312
Droits d'utilisation de l'actif		8.1	4 052	4 388
Titres mis en équivalence			1 169	1 246
Autres actifs financiers non courants		12.5	1 393	1 507
Encours clients des sociétés financières - Part à plus d'un an		6.5	2 070	2 283
Impôts différés actifs			770	823
Autres actifs non courants			451	569
Actifs non courants			29 906	31 927
Stocks			5 555	5 867
Créances commerciales			2 532	2 669
Encours clients des sociétés financières - Part à moins d'un an		6.5	3 179	4 007
Autres actifs financiers courants		12.2	357	252
Créances fiscales			793	838
Autres actifs			957	738
Trésorerie et équivalents de trésorerie		12.2	2 750	4 466
Actifs détenus en vue de leur vente			24	37
Actifs courants			16 147	18 875
TOTAL ACTIF			46 053	50 802
Passifs et capitaux propres				
(en millions d'euros)		Notes	30/06/2020	31/12/2019
Capital social			2 044	2 018
Réserves consolidées (y compris résultat)			7 239	7 921
Capitaux propres, part du Groupe			9 283	9 940
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle			1 480	1 736
Capitaux propres			10 763	11 675
Dettes financières - Part à plus d'un an		12.2	6 379	6 303
Engagements locatifs - Part à plus d'un an		8.2	3 348	3 660
Provisions		10	2 854	3 297
Refinancement des encours clients - Part à plus d'un an		6.5	1 298	1 817
Impôts différés passifs			600	655
Dettes fiscales - Part à plus d'un an			314	335
Passifs non courants			14 793	16 066
Dettes financières - Part à moins d'un an		12.2	1 909	997
Engagements locatifs - Part à moins d'un an		8.2	892	912
Fournisseurs et autres crébiteurs			11 157	13 646
Refinancement des encours clients - Part à moins d'un an		6.5	3 275	3 712
Dettes fiscales - Part à moins d'un an			1 030	1 095
Autres passifs			2 234	2 649
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente			-	49
Passifs courants			20 496	23 061
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			46 053	50 802



Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
RESULTAT AVANT IMPÔT	308	(153)
OPÉATIONS D'EXPLOITATION		
Impôts	(227)	(231)
Dotations aux amortissements	1 168	1 147
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	27	(28)
Variation des provisions et impairment	(158)	283
Coût de l'endettement financier net	91	112
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	48	60
Part dans le résultat et dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	3	75
Impact des activités abandonnées ⁽¹⁾	(27)	104
Autofinancement	1 233	1 367
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽²⁾	(2 064)	(2 123)
Impact des activités abandonnées ⁽¹⁾	-	(113)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation (hors sociétés financières)	(831)	(868)
Variation des encours sur crédit à la consommation	(38)	(36)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation - total	(869)	(904)
OPÉATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽³⁾	(485)	(628)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(9)	(14)
Acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées ⁽⁴⁾	(77)	(59)
Cessions de filiales et participations dans des entreprises associées	5	52
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	53	62
Cessions d'actifs financiers non courants	9	22
Variation des créances et dettes sur acquisitions et cessions d'immobilisations ⁽³⁾	(329)	(191)
Sous-total Investissements nets de désinvestissements	(834)	(756)
Autres emplois	(68)	(64)
Impact des activités abandonnées ⁽¹⁾	-	(23)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement - total	(901)	(842)
OPÉATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire souscrite par des participations ne donnant pas le contrôle ⁽⁵⁾	1	45
Dividendes versés par Carrefour (société mère) ⁽⁶⁾	(57)	-
Dividendes versés par les sociétés consolidées aux intérêts hors Groupe	(88)	(60)
Variation des actifs financiers courants ⁽⁷⁾	(88)	(6)
Emission d'emprunts obligataires ⁽⁷⁾	1 000	707
Remboursement d'emprunts obligataires ⁽⁷⁾	(802)	(1 046)
Intérêts financiers nets versés	(129)	(159)
Autres variations de l'endettement ⁽⁷⁾	1 046	227
Paiements relatifs aux contrats de location (principal)	(481)	(451)
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(44)	(45)
Impact des activités abandonnées ⁽¹⁾	-	(48)
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement - total	358	(834)
Variation nette de la trésorerie avant effet de change	(1 412)	(2 580)
Incidence des variations de change	(304)	3
Variation nette de la trésorerie	(1 717)	(2 578)
Trésorerie à l'ouverture de la période	4 466	4 300
Trésorerie à la clôture de la période	2 750	1 723
Dont trésorerie à la clôture des activités poursuivies	2 750	1 522
Dont trésorerie à la clôture des activités abandonnées	-	200

(1) Les flux relatifs aux activités abandonnées, reclassés conformément à la norme IFRS 5, concernent Carrefour Chine (à partir de juin 2019) et l'activité de Magasins de proximité intégrés France (à partir de juin 2018).

(2) La variation du besoin en fonds de roulement est détaillée en note 6.4.

(3) Le montant des acquisitions comprend essentiellement les investissements opérationnels réalisés dans les formats de croissance, notamment l'acompte versé en février 2020 de 35 millions d'euros environ relatif à l'acquisition en cours de 30 magasins Makro au Brésil (cf. note 3.2), la digitalisation du Groupe et le déploiement d'une offre omnicanale de référence.

(4) Cette ligne correspond principalement à l'acquisition en janvier 2020 de Dejbox et Potager City en France (cf. note 3.2) et en février 2020 de la société Sant'Ambroeus en Italie (cf. note 13.1). En 2019, cette ligne correspondait principalement à l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de So.bio.

(5) En 2019, ce poste correspondait principalement au montant du capital de la filiale Cargo Property Assets souscrit et versé au cours de la période par les tiers investisseurs (participations ne donnant pas le contrôle). Le 15 octobre 2019, la filiale Cargo Property Assets a été cédée.

(6) Le dividende voté lors de l'Assemblée Générale du 29 mai 2020 a été versé le 29 juin 2020 en numéraire pour 57 millions d'euros aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (cf. note 3.4). En 2019, le dividende avait été versé le 11 juillet 2019 (dividende de 106 millions d'euros pour la partie en numéraire).

(7) Le détail des éléments constitutifs de la dette financière est présenté en note 12.2. Les variations des passifs issus des activités de financement sont détaillées en note 12.4.



Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Capitaux Propres, part du Groupe				Total Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Capital social	Ecart de conversion	Réerves liées à la variation de juste valeur des instruments financiers ⁽³⁾	Autres réserves et résultats			
Capitaux propres au 31 décembre 2018	1 973	(1 219)	(30)	8 445	9 169	2 117	11 286
Ajustements liés à la première application d'IFRS 16 ⁽²⁾					(9)	(9)	(9)
Capitaux propres au 1er janvier 2019	1 973	(1 219)	(30)	8 436	9 161	2 117	11 278
Résultat net - 1er semestre 2019	-	-	-	(458)	(458)	68	(390)
Autres éléments du résultat global, après impôt	-	54	(28)	(75)	(50)	15	(34)
Résultat global du 1er semestre 2019	-	54	(28)	(533)	(508)	84	(424)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	6	6	0	6
Dividendes au titre de l'exercice 2018 ⁽¹⁾	-	-	-	(359)	(359)	(46)	(405)
Variation de capital et primes	-	-	-	0	0	1	2
Effet des variations de périmètre et autres mouvements	-	-	-	(24)	(24)	1	(22)
Capitaux propres au 30 juin 2019	1 973	(1 165)	(58)	7 527	8 277	2 157	10 434
Capitaux propres au 31 décembre 2019	2 018	(1 381)	(33)	9 335	9 940	1 736	11 675
Résultat net - 1er semestre 2020	-	-	-	(21)	(21)	94	73
Autres éléments du résultat global, après impôt ⁽⁴⁾	-	(592)	20	(0)	(572)	(290)	(863)
Résultat global du 1er semestre 2020	-	(592)	20	(21)	(593)	(197)	(790)
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	7	7	0	8
Dividendes au titre de l'exercice 2019 ⁽¹⁾	26	-	-	(83)	(57)	(73)	(130)
Variation de capital et primes	-	-	-	-	-	1	1
Effet des variations de périmètre et autres mouvements	-	-	-	(14)	(14)	13	(1)
Capitaux propres au 30 juin 2020	2 044	(1 973)	(13)	9 225	9 283	1 480	10 763

(1) Le dividende distribué par Carrefour S.A. au titre de 2018, d'un montant total de 359 millions d'euros, a été versé au cours du 2nd semestre 2019 :

- en numéraire pour 106 millions d'euros, et
- en actions nouvelles pour 253 millions d'euros (43 millions d'euros de hausse du capital social et 210 millions d'euros de primes d'émission).

Le dividende distribué par Carrefour S.A. au titre de 2019, d'un montant total de 183 millions d'euros, a été versé au cours du 1^{er} semestre 2020 :

- en numéraire pour 57 millions d'euros, et
- en actions nouvelles pour 126 millions d'euros (26 millions d'euros de hausse du capital social et 100 millions d'euros de primes d'émission).

Les dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle concernent principalement les filiales espagnoles et taiwanaises pour un montant de 73 millions d'euros au cours du premier semestre 2020 et les filiales espagnoles, françaises et brésiliennes pour un montant total de 46 millions d'euros au cours du premier semestre 2019.

(2) Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 – Contrats de location pour la première fois au 1er janvier 2019. Compte tenu de la méthode de transition choisie, les données comparatives 2018 n'ont pas été retraitées et l'impact résultant de la première application de la norme a été comptabilisé dans les capitaux propres au 1er janvier 2019 (cf. note 4 des comptes consolidés au 31 décembre 2019).

(3) Ce poste est constitué de :

- la réserve de couverture (partie efficace de la variation de juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie) ;
- la réserve de juste valeur des actifs financiers (variation de juste valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global).

(4) Les autres éléments du résultat global, après impôt (part du Groupe et participations ne donnant pas le contrôle) reflètent essentiellement la dépréciation du réal brésilien au cours de la période.



Sommaire des notes annexes

Note 1 : Bases de préparation des comptes consolidés résumés	page 32
Note 2 : Saisonnalité de l'activité	page 34
Note 3 : Faits marquants de la période	page 35
Note 4 : Incidences des changements de méthodes comptables	page 40
Note 5 : Information sectorielle	page 42
Note 6 : Données opérationnelles	page 44
Note 7 : Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	page 48
Note 8 : Contrats de location	page 50
Note 9 : Impôts sur les résultats	page 51
Note 10 : Provisions et passifs éventuels	page 51
Note 11 : Autres éléments du résultat global et résultat par action	page 54
Note 12 : Actifs, passifs et résultat financiers	page 56
Note 13 : Autres informations	page 61



NOTE 1 : BASES DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES RESUMES

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 ont été examinés par le Conseil d'Administration le 28 juillet 2020.

Carrefour (« la Société ») est une entreprise domiciliée en France. Les états financiers consolidés résumés pour la période de 6 mois prenant fin le 30 juin 2020 reflètent la situation financière et le résultat de la Société et de ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les sociétés mises en équivalence (entreprises associées et co-entreprises). Ils sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

1.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2020 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2020 et qui sont d'application obligatoire à cette date, avec des données comparatives (premier semestre 2019 ou 31 décembre 2019) établies selon le référentiel applicable à la date de clôture.

Les normes internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*), les interprétations de l'IFRS IC (*International Financial Reporting Standards Interpretations Committee*) et du SIC (*Standard Interpretations Committee*).

Les textes adoptés par l'Union Européenne sont publiés au Journal officiel de l'Union Européenne et peuvent être consultés sur EUR-Lex. Au 30 juin 2020, les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne sont identiques aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB.

1.2 Référentiel comptable appliqué

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2020 sont identiques à celles retenues pour les comptes consolidés au 31 décembre 2019, sous réserve des spécificités de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire* (cf. note 1.3), et à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces textes sont les suivants :

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 – *Définition du terme « significatif »*
- Amendements à IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 - *Réforme des taux de référence*
- Amendements à IFRS 3 – *Définition d'une entreprise*
- Amendements aux références du Cadre conceptuel pour les normes IFRS.

Ces textes n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Il n'y a pas de texte adopté par l'Union Européenne et applicable par anticipation.



Textes non encore adoptés par l'Union Européenne

Normes, amendements et interprétations	Date d'application (1)
Amendement à IFRS 16 – <i>Contrats de location : avantages octroyés aux preneurs dans le contexte du Covid-19</i>	1 ^{er} juin 2020
Amendements des normes IFRS 3 - <i>Regroupements d'entreprises</i> , IAS 16 - <i>Immobilisations corporelles</i> , IAS 37 - <i>Provisions, Passifs éventuels et Actifs éventuels</i> et des <i>Améliorations annuelles 2018-2020</i>	1 ^{er} janvier 2022
Norme IFRS 17 - <i>Contrats d'assurance</i>	1 ^{er} janvier 2023
Amendements à IAS 1 - <i>Présentation des états financiers : Classification des dettes en courant ou non courant</i>	1 ^{er} janvier 2023 ⁽²⁾

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

(2) Sous réserve de la publication de l'amendement définitif

Les impacts éventuels de la norme IFRS 17 sont en cours d'analyse. Carrefour n'anticipe pas d'incidence significative de l'application des autres textes sur les comptes consolidés du Groupe.

1.3 Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

1.3.1 Principes de présentation

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 sont établis en conformité avec la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*. S'agissant de comptes résumés, les états financiers consolidés semestriels n'incluent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, inclus dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF (disponible sur demande au siège de la Société, au 93 avenue de Paris – 91300 Massy, ou sur son site internet www.carrefour.com). Compte tenu du contexte particulier du premier semestre 2020 (crise sanitaire liée au Covid-19), des informations supplémentaires ont été ajoutées par rapport à celles fournies habituellement dans les états financiers consolidés semestriels publiés les années précédentes (cf. note 3.1 en particulier).

1.3.2 Estimation de la charge d'impôt

Conformément à IAS 34, la charge d'impôt du premier semestre est déterminée sur la base du taux d'impôt annuel moyen pondéré estimé au titre de l'exercice 2020 (taux effectif d'impôt), pour chaque entité ou sous-ensemble fiscal (cf. note 9). Les incidences fiscales des transactions spécifiques sont enregistrées sur la période.

1.3.3 Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

La provision pour engagements de retraite et avantages assimilés est comptabilisée sur la base des projections faites par les actuaires, qui se fondent sur les données de la clôture de l'exercice précédent. Le taux d'actualisation des principaux pays contributeurs (zone euro) est revu au 30 juin (cf. note 10). En cas d'évolutions significatives des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur, population concernée), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.



1.4 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans les futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre le traitement comptable adéquat de certaines transactions et activités.

Les principales estimations faites par la Direction et jugements exercés pour l'établissement des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception des éléments décrits dans la note 1.3.

1.5 Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis sur la base du coût historique, à l'exception :

- de certains actifs et passifs financiers, évalués à la juste valeur (cf. note 12) ;
- des actifs acquis et passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises, évalués à la juste valeur ;
- des actifs non courants détenus en vue de la vente, évalués et comptabilisés au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des frais liés à la vente.

La notion de juste valeur s'entend comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Conformément à la hiérarchie définie dans la norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur*, il existe trois niveaux de juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur évaluée par référence à des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée par des modèles utilisant des données d'entrée qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : juste valeur évaluée par référence à des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

L'Argentine est considérée comme une économie en hyperinflation au sens des normes IFRS. Ainsi les dispositions de la norme IAS 29 - *Information financière dans les économies hyperinflationnistes* sont applicables dans les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020. La période comparative présentée inclut également l'ajustement lié à l'inflation.

NOTE 2 : SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

A l'instar des autres groupes de grande distribution, Carrefour exerce une activité dont le volume varie de manière sensible au cours de l'année, ce qui peut rendre les comptes consolidés du premier et du deuxième semestre difficilement comparables. Les effets de cette saisonnalité sont particulièrement marqués au niveau du résultat opérationnel courant et de la génération de flux de trésorerie.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une saisonnalité, caractérisée par un second semestre plus fort que le premier, notamment en raison d'une activité plus soutenue au mois de décembre. L'essentiel des



charges opérationnelles (frais de personnel, amortissements, ...) étant en revanche réparti plus linéairement sur l'année, le résultat opérationnel courant du Groupe est historiquement plus faible au premier semestre qu'au second.

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également affectés de manière significative par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au premier semestre est structurellement fortement négative du fait des importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

NOTE 3 : FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

3.1 Crise sanitaire liée au Covid-19

a. Contexte et activité du premier semestre 2020

Au cours du premier semestre 2020, la pandémie de Covid-19 a frappé durement l'économie mondiale et a engendré une situation grave et inédite.

Face à la pandémie de Covid-19, les équipes de Carrefour se sont mobilisées de façon exceptionnelle, afin d'assurer la continuité de la distribution alimentaire puis de répondre aux nouvelles attentes des consommateurs dans un environnement complexe et en évolution rapide.

Le Groupe a immédiatement mis en œuvre des mesures fortes de protection de la santé des collaborateurs et des clients, le plus souvent en anticipant et en allant au-delà des règles sanitaires recommandées par les pouvoirs publics dans chaque pays.

Carrefour a pris des mesures de responsabilité sociale et mis en œuvre des actions de solidarité concrètes, telles que la création de services dédiés pour les clients prioritaires (notamment personnes âgées et personnels soignants), des dons de la Fondation Carrefour ou encore des actions de soutien aux producteurs locaux.

Ce semestre particulier a connu une période de pré-confinement, une de confinement et une de post-confinement variant selon les géographies.

Le modèle multi-format a permis de répondre aux différents moments de la crise.

Nos ventes ont été portées en janvier et février par le succès des initiatives stratégiques lancées depuis deux ans, puis ont connu une accélération notable en mars, les consommateurs réalisant des achats de précaution, essentiellement dans l'épicerie sèche et les produits de longue conservation, en prévision du confinement. Tous les formats de magasins et le e-commerce ont bénéficié de cette dynamique très soutenue dans l'alimentaire.

Dans l'ensemble des géographies, des comportements d'achat assez similaires ont été observés avec la progression de la pandémie et les décisions de confinement prises par les pouvoirs publics.

Une fois les mesures de confinement mises en place, les consommateurs se sont dirigés vers la proximité et les supermarchés, plus proches de leur domicile et davantage accessibles, aux dépens des hypermarchés. Dans l'ensemble des formats, le nombre de visites en magasin a été réduit, tandis que le panier moyen a fortement augmenté. Le e-commerce alimentaire a conservé sa forte dynamique. Durant le confinement, le marché du non-alimentaire a été pénalisé, notamment certaines catégories comme le textile, étant considérées comme non-prioritaires. Dans plusieurs pays du Groupe (notamment l'Espagne et l'Italie), les autorités ont par ailleurs imposé la fermeture de certains rayons non-alimentaires.

Progressivement à partir du mois de mai, les pays européens ont commencé à mettre fin au confinement. Notons qu'au Brésil la politique sanitaire est différente d'un état à l'autre, avec une approche locale du confinement, tandis que l'Argentine demeure à ce jour confinée. Bien que les



situations sanitaires et les calendriers varient d'un pays à l'autre, certaines tendances se détachent. En mai et juin, les marchés alimentaires ont été généralement porteurs, bénéficiant notamment d'un report de la consommation en restauration hors-domicile. L'attractivité des formats de proximité et de supermarchés s'est confirmée. Les hypermarchés, à nouveau pleinement accessibles, ont connu une activité soutenue.

b. Bilan solide, liquidité renforcée et discipline financière

Depuis 2018, Carrefour fait preuve d'une grande discipline financière et a renforcé son bilan et sa liquidité. Le bilan solide dont dispose Carrefour constitue un atout important dans le contexte de mutations rapides de la distribution alimentaire et de pandémie actuelle.

Au 30 juin 2020, le Groupe est noté Baa1 perspective négative par Moody's et BBB perspective stable par Standard & Poor's. Ces notations avaient été réitérées après la publication des résultats annuels 2019.

Les principales opérations de financement du premier semestre 2020 sont détaillées dans la note 3.3.

c. Incidences de la pandémie du Covid-19 sur les comptes au 30 juin 2020 et mise en œuvre de travaux supplémentaires

Continuité d'exploitation

Etant une entreprise de première nécessité en tant que distributeur alimentaire, Carrefour a pu continuer à opérer normalement durant les périodes de confinement strict. Cela a également été le cas des franchisés Carrefour.

Dans le même temps, le Groupe a poursuivi la sécurisation de ses financements à court et à long terme (cf. note 3.3).

Ainsi, dans ce contexte, la continuité d'exploitation du Groupe n'est pas remise en cause.

Compte de résultat

Les produits et charges du premier semestre 2020 ont été comptabilisés et présentés selon les mêmes principes que ceux appliqués pour la clôture du 31 décembre 2019. De ce fait, les effets de la crise sanitaire Covid-19 impactent l'ensemble du compte de résultat.

Les coûts encourus en lien avec la crise sanitaire Covid-19 ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020, qu'il s'agisse de coûts nécessaires pour la logistique ou pour la distribution des produits en magasin ou au domicile des clients, et y compris les coûts relatifs à la protection sanitaire des salariés, des clients et des prestataires.

En conformité avec nos principes comptables, ont été enregistrés en charges non courantes les primes exceptionnelles et avantages assimilés pour un montant total de (128) millions d'euros.

Actifs non courants

A chaque arrêté intermédiaire et conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur sur les magasins (UGT) et les *goodwill* pays et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices.

Pour les ***goodwill***, les indicateurs suivis par le Groupe sont notamment :

- un indice de perte de valeur interne : dégradation significative du ratio [Résultat opérationnel courant avant amortissements / ventes nettes hors essence] entre le budget et le dernier atterrissage
- des indices de perte de valeur externes : hausse significative du taux d'actualisation et/ou dégradation importante de la prévision de croissance du PIB établie par le FMI ou l'OCDE.



Compte tenu du contexte particulier lié à la crise sanitaire Covid-19, la méthodologie retenue pour les impairments test *goodwill* a consisté à appliquer aux tests de perte de valeur de décembre 2019 des paramètres financiers déterminés au 30 juin 2020 à partir d'hypothèses conservatrices :

- prise en compte d'une prime de marché majorée et approche long terme retenue sur le béta pour déterminer les WACC (*Weighted Average Cost of Capital*)
- prévisions dégradées sur les taux de croissance perpétuelle.

En ce qui concerne les **actifs magasins**, une revue ciblée a été mise en œuvre sur les magasins qui présentaient un *headroom* (valeur recouvrable – valeur nette comptable) limité lors du test d'impairment réalisé fin 2019.

S'agissant des **immeubles de placement**, une attention particulière a été portée sur ceux qui présentaient également un *headroom* (juste valeur – valeur nette comptable) limité au 31 décembre 2019.

Pour les **titres mis en équivalence**, la valeur des titres Carmila au 30 juin 2020 est sous-tendue par l'ANR EPRA (Actif Net Réévalué - *European Public Real Estate Association*) à cette date. S'agissant de Provencia (groupe de franchisés Carrefour basé en Rhône-Alpes), aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur la période. Par ailleurs, concernant les titres Showroomprivé, comme au 31 décembre 2019, leur valeur comptable est alignée sur le cours de bourse de la société en date de clôture.

Au final, au 30 juin 2020, les tests menés par le Groupe ont donné lieu à des dépréciations limitées concernant quelques magasins et n'ont donné lieu à aucune dépréciation de *goodwill*, d'immeubles de placement ou de titres mis en équivalence.

Les **encours clients des sociétés financières** correspondent aux créances détenues sur la clientèle (encours des cartes de paiement, prêts personnels...). Nos sociétés financières ont procédé à des mesures de reports de paiement telles que prévues par les autorités locales dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 ou selon les modalités prévues dans les contrats. Ces reports n'ont pas modifié la classification existante des encours des clients qui en ont bénéficié et n'ont donc pas impacté le calcul des pertes de crédit attendues au 30 juin 2020 (cf. note 6.5).

Par ailleurs, s'agissant des retards de paiement, les risques de crédit ont été appréciés au regard du contexte particulier lié à la crise sanitaire et des mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics dans certaines de nos géographies.

D'autre part, les engagements de crédit donnés (hors bilan) par nos sociétés financières à leur clientèle ont été restreints au cours du 1^{er} semestre 2020, en conformité avec les réglementations locales, notamment en Espagne et en Amérique Latine.

En ce qui concerne les **impôts différés actifs**, en l'absence de nouveaux plans stratégiques et fiscaux, les impôts différés sur différences temporelles et déficits reportables nés au cours du premier semestre 2020 n'ont pas été reconnus en France et en Italie notamment.

Actifs courants

Le Groupe a appliqué les mêmes méthodes de dépréciation des **stocks** et des **créances commerciales** qu'aux clôtures précédentes, notamment pour les stocks non alimentaires.

Les **équivalents de trésorerie** sont principalement constitués par des placements dans des dépôts à terme auprès des établissements financiers de premier plan et dans des OPCVM classés par l'AMF dans les catégories « monétaires » et « monétaires court terme », disponibles à tout moment. Le classement de ces placements au 30 juin 2020 a été revu à l'aune du contexte actuel et a été confirmé.



Passifs

Concernant les **provisions et les passifs éventuels**, les situations existantes lors de l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2019 ainsi que les montants en jeu n'ont pas évolué de manière significative au cours du premier semestre 2020, notamment en raison de la période de confinement imposée dans la plupart de nos géographies sur cette période. De plus, le Groupe n'a pas connaissance de nouveaux litiges significatifs au 30 juin 2020.

Sur les **engagements vis-à-vis du personnel**, selon nos principes d'établissement des comptes consolidés semestriels, en cas d'évolution significative des hypothèses sur le semestre ou d'impacts ponctuels (taux d'actualisation, législation en vigueur, population concernée), les projections sont mises à jour afin d'en tenir compte.

Au 30 juin 2020, le taux d'actualisation retenu pour la France, la Belgique et l'Italie s'élève à 0,75%, taux identique à celui retenu au 31 décembre 2019.

3.2 Principales acquisitions et cessions du semestre

Acquisition des sociétés Potager City et Dejbox (France)

Le 8 janvier 2020, Carrefour a pris le contrôle de la société Potager City en acquérant 50% du capital. La société, basée à Lyon, livre des paniers de fruits et légumes en provenance directe des producteurs. A la suite de la capitalisation d'une avance en compte courant fin mars 2020, Carrefour détient dorénavant 56% du capital et des droits de vote.

Le 24 janvier 2020, Carrefour a acquis une participation majoritaire dans la société Dejbox (soit 68%), pionnier de la livraison de déjeuners pour les salariés situés en zones périurbaines. Présente à Lille, Lyon, Paris, Bordeaux, Nantes et Grenoble mais aussi dans des centaines d'autres villes et communes environnantes, Dejbox livre chaque mois plus de 400 000 repas.

En application de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, le Groupe a effectué une évaluation des actifs acquis et des passifs repris aux dates d'acquisition. Sur la base de cette évaluation provisoire, les acquisitions des sociétés Potager City et Dejbox se sont traduites par la comptabilisation de *goodwill* provisoires respectivement de 20 millions d'euros et 53 millions d'euros au 30 juin 2020.

Les montants des produits des activités ordinaires et des résultats des sociétés Potager City et Dejbox inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période ne sont pas significatifs.

Accélération de l'expansion du format porteur Atacadão (Brésil)

Le 15 février 2020, Atacadão a conclu un accord avec Makro Atacadista portant sur l'acquisition de 30 magasins (dont les murs de 22 magasins en pleine propriété et 8 en location) et 14 stations-service, situés dans 17 États du Brésil, pour un prix de 1,95 milliard de reals (approximativement 325 millions d'euros au cours de clôture au 30 juin 2020), qui sera payé en totalité en numéraire. Un acompte de 195 millions de reals (35 millions d'euros environ) a été versé au cours du premier trimestre 2020.

Les 30 magasins, totalisant plus de 165 000 m² de surface de vente, ont réalisé un chiffre d'affaires total d'environ 2,8 milliards de reals en 2019.

La transaction reste soumise à certaines conditions usuelles, notamment l'accord des bailleurs pour les magasins en location et l'approbation par la CADE, l'autorité de la concurrence brésilienne. Sa finalisation est attendue au cours du second semestre 2020.

Acquisition en cours de la société Wellcome (Taïwan)

En juin 2020, Carrefour a conclu un accord avec Dairy Farm pour acquérir Wellcome Taiwan. La transaction porte sur 224 magasins de proximité ainsi qu'un entrepôt (incluant la propriété des murs et



du terrain). La valeur d'entreprise de l'opération est de 97 millions d'euros environ. Wellcome Taiwan a réalisé un chiffre d'affaires HT d'environ 390 millions d'euros en 2019.

La transaction est soumise aux conditions usuelles. Sa finalisation est attendue d'ici fin 2020.

Cession de la société Rue du Commerce (France)

Le Groupe avait annoncé le 8 novembre 2019 avoir reçu une offre ferme de la part de Shopinvest portant sur 100% du capital de Rue du Commerce.

Au 31 décembre 2019 et conformément à la norme IFRS 5, les actifs et passifs de la filiale, classés en actifs et passifs détenus en vue de leur vente, avaient été évalués au montant le plus faible de leur valeur nette comptable et de la juste valeur nette des frais de cession. Compte tenu des conditions financières de la promesse unilatérale d'achat de Shopinvest, ces actifs avaient été intégralement dépréciés au 31 décembre 2019, en contrepartie du résultat opérationnel non courant.

La cession de Rue du Commerce est devenue définitive le 30 avril 2020. La moins-value de cession enregistrée sur 2020 s'élève à (40) millions d'euros environ et a été comptabilisée dans le résultat opérationnel non courant (cf. note 6.3).

Arrêt de l'activité C-zam chez Carrefour Banque (France)

En avril 2020, le Conseil d'Administration de la société Carrefour Banque a pris la décision d'arrêter l'activité C-zam (gestion opérationnelle de comptes courants de particuliers) pour se recentrer sur son cœur de métier, le crédit à la consommation. Cette décision a entraîné la dépréciation des actifs immobilisés dédiés à cette activité en contrepartie du résultat opérationnel non courant (cf. note 6.3).

3.3 Sécurisation des financements long terme du groupe

Début mars 2020, la crise sanitaire Covid-19 a provoqué la fermeture du marché monétaire (court terme) ainsi que du marché des émissions obligataires long terme. Ce dernier a ré-ouvert le 20 mars, après 10 jours de fermeture, avec un élargissement des spreads de crédit de 150 à 200 bps.

Le 25 mars 2020, le Groupe Carrefour a été le premier émetteur noté BBB à accéder au marché, avec une émission obligataire d'1 milliard d'euros, d'une maturité de 7,5 ans environ (échéance au 15 décembre 2027) et d'un coupon de 2,625%. Le 9 avril 2020, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire, d'un montant de 802 millions d'euros, d'une maturité de 10 ans et d'un coupon de 4%.

Ces opérations ont permis de sécuriser la liquidité du Groupe à court et à moyen terme, et s'inscrivent dans la stratégie de sécurisation des financements de Carrefour. Elles ont également permis d'étendre la maturité moyenne des facilités obligataires en la portant de 3,5 ans à fin décembre 2019 à 4,1 ans à fin juin 2020, tout en réduisant la charge financière de Carrefour.

Par ailleurs, en mai 2020, Carrefour a exercé l'option d'extension de juin 2024 à juin 2025 de ses deux facilités de crédit d'un montant total de 3,9 milliards d'euros. Cette option a été souscrite à plus de 95% des engagements bancaires.

Le 16 avril 2020, la filiale brésilienne Atacadão a mis en place divers financements en USD et Euros, immédiatement swapés en BRL, pour un montant total de 1 500 millions de reals (environ 250 millions d'euros au cours de clôture du 30 juin 2020). Ces financements ont des maturités de 2 et 3 ans. Ces opérations permettent de sécuriser les besoins de financements à court et moyen terme de la filiale dans le contexte de crise sanitaire.



3.4 Paiement du dividende 2019 avec option de paiement en actions

L'Assemblée Générale des actionnaires de Carrefour, réunie le 29 mai 2020, a fixé le dividende relatif à l'exercice 2019 à 0,23 euro par action avec une option de paiement de ce dividende en actions.

Le prix d'émission de ces actions nouvelles a été fixé à 12,19 euros, correspondant à 95% de la moyenne des premiers cours cotés sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédent le jour de l'Assemblée Générale diminuée du montant net du dividende de 0,23 euro par action et arrondi au centime d'euro supérieur.

Ouverte le 10 juin 2020, la période d'option s'est clôturée le 23 juin 2020 ; les actionnaires ayant choisi le paiement du dividende en actions représentent 69% du capital.

Le 29 juin 2020 ont eu lieu :

- le règlement livraison des 10 358 336 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en action, suite à une augmentation du capital social et des primes d'émission de Carrefour d'un montant total de 126 millions d'euros ;
- le versement du dividende global en numéraire aux actionnaires n'ayant pas retenu l'option du paiement en actions (57 millions d'euros).

NOTE 4 : INCIDENCES DES CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES

Il n'y a pas eu de changement de méthodes comptables lors de l'établissement des états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2020, comparativement à celles appliquées au 31 décembre 2019.

Norme IFRS 16 – *Contrats de location* – Décision de l'IFRS IC publiée le 16 décembre 2019

Le 16 décembre 2019, l'IFRS IC a publié sa décision sur une demande de clarification concernant les sujets suivants :

- la détermination de la période exécutoire d'un contrat de location renouvelable par tacite reconduction, ou d'un contrat à durée indéterminée, pouvant être dénoncé par l'une des parties avec respect d'un certain préavis. En particulier, la question a été posée sur la notion de pénalités sur laquelle est basée la définition de la période exécutoire.
- le lien entre la durée d'amortissement des agencements indissociables du bien loué, et la durée IFRS 16 d'un contrat de location.

L'IFRS IC a :

- conclu qu'une approche économique (plutôt que strictement juridique) doit être retenue pour déterminer la période exécutoire d'un contrat de location ;
- apporté des clarifications relatives au lien entre la durée IFRS 16 d'un contrat de location et la durée d'amortissement des agencements indissociables du bien loué.

Pour mémoire, Carrefour n'avait pas appliqué cette décision lors de l'établissement de ses comptes consolidés au 31 décembre 2019, les incidences potentielles de celle-ci étant en cours d'analyse. En effet, compte tenu de la grande volumétrie des contrats de location dans les différents pays du Groupe et de la publication tardive de cette décision, le Groupe devait disposer d'un temps suffisant (« *sufficient time* ») pour mener à bien les analyses qui devaient permettre d'en déterminer précisément les effets.

Pour les mêmes raisons qu'évoquées au 31 décembre 2019 et compte tenu des travaux supplémentaires rendus nécessaires par la crise sanitaire du Covid-19 pour arrêter les comptes



consolidés semestriels, Carrefour n'a pas finalisé au 30 juin 2020 l'ensemble des analyses permettant de déterminer les effets de la décision de l'IFRS IC et de pouvoir les implémenter dans ses systèmes d'information financier et comptable. En conséquence, le Groupe n'a pas appliqué cette décision lors de l'établissement de ses comptes consolidés résumés au 30 juin 2020.

Nos analyses portent toujours en particulier sur les contrats de location :

- en tacite reconduction ou résiliables à tout moment ;
- d'actifs sous-jacents (magasins, entrepôts) comprenant des agencements et installations indissociables, dont la valeur nette comptable résiduelle à la fin de la durée IFRS 16 pourrait constituer une pénalité (au sens de la décision IFRS IC) significative pour le Groupe. Ces cas-là auraient pu aboutir à l'allongement de la durée IFRS 16 des contrats de location et/ou à la ré-estimation de la durée d'amortissement des agencements et installations indissociables de ces biens loués.

Les analyses menées au cours du premier semestre 2020 permettent d'envisager les règles suivantes :

- Confirmation des durées d'amortissement des agencements et installations indissociables des biens loués pour l'ensemble des actifs sous-jacent concernés ;
- Dans la détermination des durées IFRS 16 raisonnablement certaines :
 - Approche différenciée prenant en compte les spécificités liées aux différents formats de magasins (proximité, supermarchés, hypermarchés et cash & carry), d'entrepôts ainsi que celles liées aux différentes zones géographiques ;
 - Prise en compte de l'incitation économique liée aux agencements et installations indissociables significatifs existants sur les magasins loués des formats supermarchés, hypermarchés et cash & carry, qui pourrait conduire à l'augmentation des durées IFRS 16 pour un certain nombre de baux ;
 - Maintien des durées IFRS 16 liées aux autres actifs sous-jacent (magasins de proximité, entrepôts logistiques et actifs divers) compte tenu du caractère peu significatif des agencements existants.

Par ailleurs, des analyses et certaines discussions de place sont en cours sur les durées IFRS 16 à appliquer aux baux 3/6/9 en France (plusieurs centaines de contrats concernés), qui sont actuellement déterminées conformément à la position exprimée par l'ANC en février 2018.

Concernant l'établissement des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2020, l'incidence de la décision de l'IFRS IC publiée le 16 décembre 2019 demeurant en cours d'analyse, les principes comptables relatifs à la norme IFRS 16 appliqués sont identiques à ceux décrits dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2019 (cf. note 9).



NOTE 5 : INFORMATION SECTORIELLE

5.1 Résultats sectoriels

1er semestre 2020 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	34 265	16 357	10 246	6 569	1 092	-
Autres Revenus	1 121	371	306	363	44	36
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 886	659	636	492	116	(17)
Résultat opérationnel courant	718	125	199	373	49	(28)
Investissements corporels et incorporels	485	204	104	168	2	6
Dotations aux amortissements ⁽¹⁾	(1 168)	(533)	(437)	(119)	(67)	(11)
1er semestre 2019 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
Chiffre d'affaires hors taxes	34 885	16 789	9 988	7 134	974	-
Autres Revenus	1 204	410	314	407	41	31
Résultat opérationnel courant avant amortissements	1 770	615	556	505	101	(7)
Résultat opérationnel courant	624	120	126	362	40	(25)
Investissements corporels et incorporels	628	297	112	206	6	8
Dotations aux amortissements ⁽¹⁾	(1 147)	(495)	(431)	(143)	(61)	(17)

(1) Y compris amortissements des immobilisations logistiques inclus dans le coût des ventes.



5.2 Bilans sectoriels

30/06/2020 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	7 930	5 034	2 498	333	64	1
Autres immobilisations incorporelles	1 370	632	540	123	17	58
Immobilisations corporelles	10 424	4 750	3 136	2 191	344	2
Immeubles de placement	277	11	129	85	53	-
Droits d'utilisation de l'actif ⁽¹⁾	4 052	1 551	1 918	178	399	5
Autres actifs sectoriels	15 538	7 966	3 302	3 638	217	414
Total Actifs sectoriels	39 591	19 944	11 523	6 549	1 094	480
Autres actifs non affectés	6 462					
TOTAL ACTIF	46 053					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels ⁽¹⁾	23 233	11 655	6 863	3 488	951	277
Autres passifs non affectés	12 056					
TOTAL PASSIF	35 290					
31/12/2019 (en millions d'euros)	Total Groupe	France	Europe	Amérique latine	Asie	Fonctions globales
ACTIF						
Goodwill	7 976	4 955	2 507	450	63	1
Autres immobilisations incorporelles	1 452	646	551	172	20	64
Immobilisations corporelles	11 370	4 908	3 281	2 806	373	2
Immeubles de placement	312	11	139	110	52	-
Droits d'utilisation de l'actif ⁽¹⁾	4 388	1 417	2 074	265	419	213
Autres actifs sectoriels	16 971	8 328	3 216	4 638	270	519
Total Actifs sectoriels	42 470	20 264	11 768	8 442	1 197	800
Autres actifs non affectés	8 332					
TOTAL ACTIF	50 802					
PASSIF (hors capitaux propres)						
Passifs sectoriels ⁽¹⁾	27 492	12 607	7 897	5 418	1 040	531
Autres passifs non affectés	11 635					
TOTAL PASSIF	39 127					

(1) Le contrat de bail de Massy a été transféré en janvier 2020 de la société Carrefour SA (segment Fonctions Globales) vers la société Carrefour Administratif France (segment France). Ce transfert a entraîné le reclassement du droit d'utilisation de l'actif et de l'engagement locatif afférents pour un montant avoisinant les 205 millions d'euros.

NOTE 6 : DONNEES OPERATIONNELLES

6.1 Produits des activités ordinaires

6.1.1 Chiffre d'affaires hors taxes

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Chiffre d'affaires hors taxes	34 265	34 885	(1,8)%

A taux de change constants, le chiffre d'affaires du premier semestre 2020 se serait élevé à 36 239 millions d'euros, à comparer à 34 885 millions d'euros sur le premier semestre 2019, soit une hausse de 3,9%. L'incidence de la variation des taux de change s'élève à (1,97) milliard d'euros au 30 juin 2020, imputable en quasi-totalité à la zone Amérique latine.

Retraité de la norme IAS 29 en Argentine, le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2020 aurait augmenté de 3,8% à taux de change constants.

Chiffre d'affaires hors taxes par pays

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
France	16 357	16 789
Europe (hors France)	10 246	9 988
Espagne	4 204	4 072
Italie	2 131	2 244
Belgique	2 058	1 847
Pologne	875	892
Roumanie	978	933
Amérique latine	6 569	7 134
Brésil	5 632	6 153
Argentine	937	981
Asie	1 092	974
Taiwan	1 092	974
Total Chiffre d'affaires hors taxes	34 265	34 885

6.1.2 Autres revenus

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Produits financiers et commissions ⁽¹⁾	667	728	(8,4)%
Redevances de franchise et de location-gérance	167	142	17,7%
Revenus de location	71	95	(25,5)%
Revenus de sous-location	17	10	74,7%
Revenus de l'activité de promotion immobilière ⁽²⁾	9	15	(38,8)%
Revenus divers ⁽³⁾	190	214	(11,1)%
Total Autres revenus	1 121	1 204	(6,9)%

(1) Comptent le produit net des activités de banque et d'assurance du Groupe.

(2) Correspondent au prix de vente des ensembles immobiliers qui ont été développés par le Groupe en vue de leur revente. Compte tenu des coûts de développement, présentés en Coût des ventes, la marge de promotion est nulle au titre du premier semestre 2020 et s'élève à 12 millions d'euros au titre du premier semestre 2019.

(3) Les revenus divers concernent notamment les commissions sur ventes et celles reçues des fournisseurs, les revenus liés à l'activité billetterie / voyages ainsi qu'à la publicité en magasins.

Les autres revenus enregistrés au premier semestre 2020 ont été impactés par la crise sanitaire Covid-19 à partir de mars 2020 (cf. note 3.1).

6.2 Frais généraux et amortissements

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Frais généraux	(5 700)	(6 015)	(5,2)%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(675)	(665)	1,5%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif	(364)	(363)	0,2%
Total Frais généraux et amortissements	(6 739)	(7 043)	(4,3)%

Frais généraux

Les frais généraux se détaillent comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Frais de personnel	(3 629)	(3 821)	(5,0)%
Honoraires	(385)	(410)	(6,0)%
Entretien et réparation	(364)	(344)	5,7%
Taxes	(328)	(331)	(0,8)%
Publicité	(277)	(382)	(27,4)%
Energie et électricité	(252)	(265)	(5,0)%
Locations immobilières (hors IFRS 16)	(30)	(24)	23,5%
Autres frais généraux	(435)	(438)	(0,7)%
Total Frais généraux	(5 700)	(6 015)	(5,2)%

Amortissements

En prenant en compte les amortissements logistiques inclus dans le coût des ventes, le total des amortissements comptabilisés au compte de résultat s'élève à (1 168) millions d'euros au 30 juin 2020 ((1 147) millions d'euros au 30 juin 2019) et se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	% Prog.
Immobilisations corporelles	(540)	(552)	(2,2)%
Immobilisations incorporelles	(128)	(106)	21,2%
Immeubles de placement	(7)	(7)	(6,9)%
Amortissements des immobilisations et immeubles de placement	(675)	(665)	1,5%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations et immeubles de placement	(364)	(363)	0,2%
Amortissements des immobilisations logistiques	(27)	(30)	(11,8)%
Amortissements des droits d'utilisation de l'actif - immobilisations logistiques	(102)	(88)	15,9%
Total Amortissements	(1 168)	(1 147)	1,8%

6.3 Produits et charges non courants

Sont comptabilisés en produits et charges non courants certains éléments significatifs à caractère inhabituel de par leur nature et leur fréquence tels que des dépréciations d'actifs non courants, les résultats de cession d'actifs non courants, des coûts de restructuration et des charges liées à des réestimations de risques d'origine ancienne, sur la base d'informations ou d'éléments dont le Groupe a eu connaissance au cours de l'exercice.



Notes annexes

Le résultat non courant est une charge nette de (234) millions d'euros et se décompose de la manière suivante :

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat de cession d'actifs	(31)	17
Coûts de réorganisation	(42)	(342)
Autres produits et charges non courants	(106)	(194)
Résultat non courant avant dépréciation et pertes sur actifs	(180)	(518)
Dépréciations et pertes sur actifs	(55)	(92)
<i>dont dépréciations et pertes sur goodwill</i>	-	-
<i>dont dépréciations et pertes sur actifs corporels et incorporels et autres</i>	(55)	(92)
Produits et charges non courants	(234)	(610)
Dont :		
<i>total des produits non courants</i>	86	262
<i>total des charges non courantes</i>	(320)	(873)

Le résultat de cession d'actifs comprend la moins value comptabilisée lors de la cession de la société Rue du Commerce effectuée le 30 avril 2020 (cf note 3.2).

Les coûts encourus en lien avec la crise sanitaire Covid-19 ont été comptabilisés dans le résultat opérationnel courant du premier semestre 2020, qu'il s'agisse de coûts nécessaires pour la logistique ou pour la distribution des produits en magasin ou au domicile des clients, et y compris les coûts relatifs à la protection sanitaire des salariés, des clients et des prestataires.

En conformité avec nos principes comptables, ont été présentés en charges non courantes les primes exceptionnelles et avantages assimilés pour un montant total de (128) millions d'euros.

Les dépréciations et pertes sur actifs enregistrées au cours du premier semestre 2020 concernent notamment la dépréciation des actifs immobilisés chez Carrefour Banque suite à la décision prise par son Conseil d'Administration d'arrêter l'activité C-zam (cf. note 3.2) ainsi que la dépréciation de certains magasins Promocash en France.

Rappel des principaux éléments comptabilisés au premier semestre 2019

La charge comptabilisée en coûts de réorganisation comprenait principalement les coûts liés au plan de transformation des hypermarchés en France (rupture conventionnelle collective).

Les autres produits et charges non courants concernaient principalement le Brésil et découlaient en particulier des deux décisions suivantes :

- En mai 2019, la Cour Suprême avait rendu une décision défavorable de « modulation » sur le sujet des transferts entre états de crédits ICMS portant sur des « produits de base ». En conséquence de cette décision, une provision (y compris les intérêts et pénalités) avait été enregistrée dans les comptes en contrepartie d'une charge non courante visant à couvrir les contentieux fiscaux existants ainsi que les exercices encore soumis potentiellement à contrôle fiscal ;
- En juin 2019, suite à une décision de justice favorable et définitive, des crédits PIS-COFINS relatifs à des exercices antérieurs avaient été reconnus en contrepartie d'un produit non courant.

Les dépréciations et pertes sur actifs comprenaient notamment la dépréciation des titres Showroomprivé à hauteur de (52) millions d'euros afin de s'aligner sur le cours de bourse de la société au 30 juin 2019.



6.4 Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement comprise dans la « variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation » du tableau de flux de trésorerie se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019	Variation
Variation des stocks	(65)	(172)	106
Variation des créances commerciales	(11)	(146)	134
Variation des créances et dettes fournisseurs	(1 739)	(1 323)	(415)
Variation des dettes de fidélité	(15)	4	(19)
Variation du BFR marchand ("Trésorerie marchandises")	(1 830)	(1 636)	(194)
Variation des autres créances et autres dettes	(233)	(486)	253
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 064)	(2 123)	59

Ces éléments, comme tous les autres éléments du tableau des flux de trésorerie, sont convertis au taux moyen de l'exercice.

6.5 Activités de banque et d'assurance

6.5.1 Encours clients des sociétés financières

Au 30 juin 2020, les encours clients des sociétés financières s'élèvent à 5 250 millions d'euros (à comparer à 6 290 millions d'euros au 31 décembre 2019) et se composent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Encours cartes	4 272	5 129
Encours prêts	1 960	2 050
Encours crédits (liés à des achats magasins)	67	86
Autres encours ⁽¹⁾	323	364
Dépréciation	(1 373)	(1 339)
Total Encours clients	5 250	6 290
Part à moins d'un an	3 179	4 007
Part à plus d'un an	2 070	2 283

(1) Les autres encours correspondent essentiellement aux prêts et crédits restructurés.

La réduction significative des encours clients par rapport au 31 décembre 2019 reflète la forte baisse de production d'encours au cours du second trimestre 2020, liée à la baisse de consommation hors Carrefour et au confinement dans les pays. Cette réduction a été amplifiée par la dépréciation du real brésilien sur la période.

L'augmentation du taux de dépréciation des encours clients au 30 juin 2020 reflète dans l'ensemble des pays la réappreciation du risque suite à la crise sanitaire Covid-19. Cette augmentation touche en premier lieu le Brésil et l'Espagne. Elle concerne dans une moindre mesure la France. L'estimation de la dépréciation des encours clients a été effectuée en fonction des règles et principes détaillés dans la note 3.1.

La valeur brute des encours clients des sociétés financières au 30 juin 2020 est composée à 62% d'encours classés en catégorie 1, 18% d'encours classés en catégorie 2 et 21% d'encours classés en catégorie 3. Au 31 décembre 2019, les catégories 1, 2 et 3 représentaient respectivement 66%, 17% et 16% de la valeur brute des encours clients des sociétés financières.



6.5.2 Refinancement des encours clients des sociétés financières

Le refinancement de ces encours à hauteur de 4 573 millions d'euros au 30 juin 2020 (5 529 millions d'euros au 31 décembre 2019) est assuré par les sources de financement suivantes :

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	1 300	1 859
Dettes représentées par un titre (Neu CP et Neu MTN) ⁽²⁾	1 215	1 138
Emprunts bancaires	517	487
Comptes sur livret clients	347	387
Titrisation ⁽³⁾	369	368
Autres dettes de refinancement auprès des établissements financiers	804	1 269
Autres	21	20
Total Refinancement des encours clients	4 573	5 529
Part à moins d'un an	3 275	3 712
Part à plus d'un an	1 298	1 817

(1) Carrefour Banque a remboursé un emprunt obligataire de 500 millions d'euros en mars 2020.

(2) Les dettes représentées par un titre sont principalement composées des Neu CP et Neu MTN émis par Carrefour Banque.

(3) Ce poste était relatif à l'opération de titrisation « Master Credit Cards Pass » lancée par Carrefour Banque en novembre 2013, compartimentée et rechargeable, portant sur un encours titrisé de 560 millions d'euros et ayant permis de lever 400 millions d'euros. Les 300 millions d'euros restant au 31 décembre 2018 ont été remboursés au cours du premier semestre 2019. En renouvellement de la précédente opération, Carrefour Banque a émis une nouvelle série de titres en octobre 2019 pour un montant de 370 millions d'euros à échéance juin 2022.

NOTE 7 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

7.1 Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles du Groupe se composent principalement de *goodwill*, présentés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Goodwill	7 930	7 976
Autres immobilisations incorporelles	1 370	1 452
Total Immobilisations incorporelles	9 300	9 429

La valeur des *goodwill* constatés par le Groupe fait l'objet d'un suivi généralement au niveau des secteurs opérationnels constitués par les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités au travers de magasins intégrés.

La valeur nette comptable des *goodwill* se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
France	5 034	4 955
Belgique	955	956
Espagne	952	952
Brésil	322	437
Italie	253	250
Pologne	236	247
Roumanie	102	103
Taiwan	64	63
Argentine	11	13
Autres	1	1
Total	7 930	7 976



Au 30 juin 2020, la valeur nette totale des *goodwill* est très proche de celle enregistrée fin 2019. Les acquisitions réalisées sur le premier semestre 2020 en France (Dejbox, Potager City) ont été compensées par les écarts de conversion défavorables constatés au Brésil.

Tests de perte de valeur au 30 juin 2020

Conformément à la norme IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*, les *goodwill* ne sont pas amortis et font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. A chaque arrêté intermédiaire, conformément à la norme, le Groupe identifie les potentiels indices de pertes de valeur et réalise des tests supplémentaires en cas d'identification de tels indices.

Les indicateurs retenus par le Groupe sont notamment :

- Un indice de perte de valeur interne : dégradation significative du ratio [Résultat opérationnel courant avant amortissements / ventes nettes hors essence] entre le budget et le dernier atterrissage,
- Des indices de perte de valeur externes : hausse significative du taux d'actualisation et/ou dégradation importante de la prévision de croissance du PIB établie par le FMI ou l'OCDE.

Compte tenu du contexte particulier lié à la crise sanitaire Covid-19, la méthodologie retenue pour les impairment tests *goodwill* a consisté à appliquer aux tests de perte de valeur de décembre 2019 des paramètres financiers déterminés au 30 juin 2020 à partir d'hypothèses conservatrices :

- prise en compte d'une prime de marché majorée et approche long terme retenue sur le béta pour déterminer les WACC (*Weighted Average Cost of Capital*),
- prévisions dégradées sur les taux de croissance perpétuelle.

Les hypothèses de taux de croissance perpétuelle et de taux d'actualisation par pays, au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019, se présentent comme suit :

Pays	30/06/2020		31/12/2019	
	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation après impôt	Taux de croissance perpétuelle
France	5,9%	1,3%	5,6%	1,7%
Belgique	5,9%	1,5%	5,6%	1,8%
Espagne	6,5%	1,3%	6,2%	1,8%
Brésil	10,3%	3,3%	10,1%	3,5%
Italie	7,9%	1,2%	7,3%	1,5%
Pologne	8,0%	2,9%	7,2%	2,8%
Roumanie	9,8%	3,1%	8,6%	2,5%
Argentine	29,4%	17,0%	27,9%	17,0%
Taiwan	6,2%	1,5%	5,5%	1,4%

ITALIE

Dans le cadre des tests menés au 31 décembre 2019, l'Italie avait été identifiée comme ayant une valeur recouvrable proche de la valeur nette comptable tout en lui restant supérieure.

Pour rappel, une dépréciation de (700) millions d'euros du *goodwill* avait été enregistrée dans les comptes en 2017 afin de refléter la diminution importante constatée sur la valeur d'utilité de nos activités italiennes. Dans ce contexte, une analyse élargie avait été menée afin d'évaluer la juste valeur des activités du Groupe en Italie, fondée sur une approche de valorisation multi-critères incluant notamment une valorisation sur la base de multiples observés pour des actifs comparables dans le secteur de la distribution en Europe, ainsi que la prise en compte de la valeur de marché des actifs immobiliers italiens, établie sur la base d'évaluations externes.

Cette approche de valorisation multi-critères a été reconduite dans le cadre du test d'impairment du *goodwill* au 30 juin 2020 (tout comme au 31 décembre 2018 et 2019). La juste valeur ainsi déterminée représente la meilleure estimation établie par la Direction Générale du Groupe et permet de conforter le montant du *goodwill* de 253 millions d'euros comptabilisé au 30 juin 2020.

Au final, au 30 juin 2020, les tests menés par le Groupe n'ont donné lieu à la constatation d'aucune perte de valeur de *goodwill*.



7.2 Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	30/06/2020			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	2 540	(58)	(71)	2 411
Constructions	10 416	(5 721)	(223)	4 472
Matériel, agencements et installations	14 741	(11 564)	(254)	2 923
Autres immobilisations	417	(304)	(3)	109
Immobilisations en cours	509	-	-	509
Total Immobilisations corporelles	28 623	(17 647)	(552)	10 424

(en millions d'euros)	31/12/2019			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains	2 688	(55)	(71)	2 562
Constructions	10 891	(5 790)	(208)	4 893
Matériel, agencements et installations	14 934	(11 513)	(245)	3 176
Autres immobilisations	415	(295)	(3)	117
Immobilisations en cours	623	-	-	623
Total Immobilisations corporelles	29 550	(17 653)	(527)	11 370

7.3 Immeubles de placement

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Immeubles de placement (valeur brute)	470	507
Amortissements et dépréciations	(193)	(195)
Total Immeubles de placement	277	312

Les immeubles de placement détenus par le Groupe sont principalement constitués de galeries commerciales construites à proximité des magasins.

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION

8.1 Droits d'utilisation de l'actif

(en millions d'euros)	30/06/2020				31/12/2019			
	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette	Valeur brute	Amortissements	Dépréciations	Valeur nette
Terrains & constructions	5 395	(1 518)	(2)	3 875	5 321	(1 126)	(3)	4 192
Équipements	133	(27)	-	106	134	(13)	-	121
Immeubles de placement	87	(16)	-	71	86	(10)	-	75
Total droits d'utilisation de l'actif	5 615	(1 561)	(2)	4 052	5 540	(1 149)	(3)	4 388

Variation des droits d'utilisation de l'actif

(en millions d'euros)	30/06/2020		
	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Au 1^{er} janvier 2020	5 540	(1 152)	4 388
Augmentations	302	-	302
Diminutions	(144)	34	(110)
Dotation aux amortissements	-	(465)	(465)
Ecarts de conversion	(91)	17	(74)
Variations de périmètre et autres mouvements	7	4	11
Au 30 juin 2020	5 615	(1 563)	4 052



8.2 Engagements locatifs

Engagements locatifs par maturité

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
A moins d'un an	892	912
Entre 1 et 2 ans	764	820
Entre 2 et 5 ans	1 687	1 801
Au-delà de 5 ans	896	1 038
Total Engagements locatifs	4 239	4 573

NOTE 9 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats s'élève à (238) millions d'euros au premier semestre 2020, soit un taux effectif d'impôt de 77% (contre (192) millions d'euros au premier semestre 2019 correspondant à un taux effectif d'impôt négatif de (125)%), expliqué principalement par l'absence de reconnaissance d'impôts différés actifs sur les différences temporelles ou déficits reportables résultant de la comptabilisation de charges non courantes significatives au cours de la période. Ce taux reflète aussi la comptabilisation en impôt courant de la CVAE.

Par ailleurs, le caractère probable de la recouvrabilité des impôts différés actifs groupe reconnus dans le bilan consolidé au 31 décembre 2019 a été confirmé au 30 juin 2020 en se basant notamment sur la comparaison de la performance pour les différents pays entre le budget et le dernier atterrissage.

NOTE 10 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

10.1 Variations des provisions

(en millions d'euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises sans utilisation	Reprises avec utilisation	Actualisation	Ecarts de conversion ⁽⁴⁾	Autres	30/06/2020
Engagements vis-à-vis du personnel ⁽³⁾	1 176	23	(38)	(32)	(0)	(1)	1	1 130
Litiges	1 094	90	(59)	(44)	0	(219)	(0)	861
Litiges fiscaux	797	22	(37)	(9)	-	(181)	(0)	591
Litiges sociaux	147	46	(10)	(21)	-	(20)	0	143
Litiges légaux	150	22	(12)	(14)	-	(19)	(0)	127
Réorganisations	548	2	(0)	(159)	-	(0)	(1)	390
Provisions liées aux activités de banque et d'assurance ⁽¹⁾	231	14	(3)	(6)	-	(8)	2	230
Autres ⁽²⁾	249	20	(18)	(9)	0	(0)	2	243
Total Provisions	3 297	149	(118)	(248)	(0)	(228)	3	2 854

(1) Les provisions liées aux activités de banque et d'assurance comprennent notamment les provisions comptabilisées pour risque de crédit sur engagements de prêts (hors-bilan) en application de la norme IFRS 9, ainsi que les provisions visant à couvrir les risques techniques de l'activité d'assurance.

(2) Les autres provisions sont notamment composées de provisions pour contrats onéreux. Elles comprennent également des provisions pour coûts de remise en état / démantèlement à échéance des baux immobiliers, enregistrées en contrepartie des droits d'utilisation de l'actif, conformément à la norme IFRS 16.

(3) Suite à l'ordonnance n° 2019-697 du 3 juillet 2019, le régime de retraite supplémentaire à prestations définies, en vigueur au sein du Groupe Carrefour, a été supprimé par le Conseil d'Administration du 20 avril 2020, entraînant la reprise de la totalité de la provision comptabilisée au 31 décembre 2019.

(4) Les écarts de conversion défavorables correspondent essentiellement à la dépréciation du réal brésilien sur la période.

Atacadão SA a fait état de l'existence de deux procédures pénales ouvertes par un procureur de l'Etat de São Paulo (GEDEC) à l'encontre d'agents publics et d'employés de la société (depuis licenciés ou suspendus), relatives aux conditions de renouvellement des licences d'exploitation de son siège social et de deux magasins. Ces deux procédures pénales ne sont pas à l'encontre de la société. Le 27 juin 2020, la municipalité de São Paulo a par ailleurs notifié à Atacadão SA l'ouverture d'une enquête administrative à son encontre, relative à une des deux procédures ci-dessus. Au 30 juin 2020, à ce stade de la procédure, aucune provision n'a été comptabilisée.



10.2 Engagements vis-à-vis du personnel (avantages postérieurs à l'emploi)

L'obligation du Groupe au titre des avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestations définies) est déterminée en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu pour la France, la Belgique et l'Italie s'élève à 0,75% (taux identique à celui retenu au 31 décembre 2019). Ces taux sont fondés sur un indice qui regroupe la performance d'obligations *corporate* notées AA dont les maturités correspondent aux flux attendus des régimes.

(en millions d'euros)	France	Belgique	Italie	Autres pays	Total Groupe
Provision au 31 décembre 2019	793	233	116	35	1 176
Coûts des services	20	8	0	0	29
Impact des liquidations et modifications de régime ⁽¹⁾	(48)	-	-	-	(48)
Charges d'intérêts (effet de l'actualisation)	3	2	0	0	5
Produits d'intérêts sur les actifs de couverture	(0)	(1)	-	(0)	(1)
Autres éléments	(5)	-	-	0	(5)
Impact au compte de résultat	(29)	9	1	0	(19)
Prestations payées directement par l'employeur	(6)	(9)	(5)	0	(20)
Effet périmètre	(0)	-	-	(0)	(0)
Ecarts actuariels	(0)	-	-	-	(0)
Autres	0	(4)	-	(3)	(7)
Provision au 30 juin 2020	757	229	112	32	1 130

(1) Cette ligne comprend notamment l'impact de la suppression du régime de retraites supplémentaires à prestations définies (cf. *supra*).

Le coût des services rendus est enregistré en frais de personnel et les charges et produits d'intérêts sont enregistrés en résultat financier.

Les résultats des tests de sensibilité montrent que :

- une hausse de 25 points de base du taux d'actualisation aurait eu une incidence de l'ordre de (32) millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie ;
- une hausse de 25 points de base du taux d'inflation aurait eu une incidence de l'ordre de 34 millions d'euros sur le montant de la valeur actuelle de l'engagement au titre des régimes en France, en Belgique et en Italie.

10.3 Plan d'attribution gratuite d'actions

Le 26 février 2020, le Conseil d'Administration a décidé de procéder, sur proposition du Comité des rémunérations et sur le fondement de la 25^{ème} résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 juin 2019, à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre. Ce plan porte sur un nombre maximal de 2 604 597 actions (soit 0,32% du capital social), dont l'acquisition est soumise à une condition de présence et à plusieurs conditions de performance.

L'acquisition définitive de ces actions ne pourra avoir lieu qu'au terme d'une période d'acquisition de 3 ans (à compter de la date du Conseil d'Administration ayant décidé la mise en place du plan). Le nombre d'actions définitivement acquises dépendra de la réalisation de quatre conditions de performance :

- Deux conditions liées à la performance économique (la progression du résultat opérationnel courant pour 25%, et la croissance du « Free Cash Flow » pour 25%) ;
- Une condition liée à un critère de performance externe (TSR) comparant la performance boursière de Carrefour par rapport à un panel de sociétés dans le secteur de la distribution (pour 25%) et ;
- Une condition liée à la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (pour 25%).



Les principales caractéristiques du plan d'attribution gratuite d'actions sont présentées dans le tableau ci-après.

	Plan 2020 Performance
Date d'Assemblée générale	14 juin 2019
Date d'attribution ⁽¹⁾	26 février 2020
Date d'acquisition ⁽²⁾	27 février 2023
Nombre total d'actions attribuées à la date d'attribution	2 604 597
Nombre de bénéficiaires à la date d'attribution	516
Juste valeur d'une action (en €) ⁽³⁾	13,05

(1) Date de décision de l'attribution par le Conseil d'Administration.

(2) L'acquisition des actions attribuées est soumise à la fois à une condition de présence et à des conditions de performance.

(3) La juste valeur d'une action est déterminée par rapport à un cours de référence ajusté des dividendes attendus pendant la période d'acquisition des droits. Le cours de référence est constitué de la moyenne des trois cours d'ouverture précédents la décision du Conseil d'Administration.

10.4 Réorganisations

Les provisions au titre des réorganisations, pour un montant de 548 millions d'euros au 31 décembre 2019, étaient essentiellement constituées des coûts liés aux plans de rationalisation des structures initiés dans le cadre du premier pilier du plan de transformation, principalement en France et en Italie. Les coûts provisionnés correspondaient notamment aux indemnités de licenciement, aux préretraites, aux coûts des préavis non effectués et aux coûts de formation et autres mesures d'accompagnement proposées aux personnes devant partir dans le cadre de ces plans.

Au cours du premier semestre 2020, ces provisions ont été partiellement reprises du fait de leur utilisation.

**NOTE 11 : AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL ET RESULTAT PAR ACTION****11.1 Autres éléments du résultat global**

Part du Groupe (en millions d'euros)	1er semestre 2020			1er semestre 2019		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	21	0	21	(28)	2	(26)
Variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2)	0	(1)	(3)	(0)	(3)
Variation des écarts de conversion	(592)	0	(592)	53	0	53
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(573)	1	(572)	22	2	24
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(0)	0	(0)	(104)	29	(75)
Variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	(0)	0	1	(0)	1
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(0)	(0)	(0)	(103)	29	(74)
Total - Part du Groupe	(573)	1	(572)	(81)	31	(50)
Participations ne donnant pas le contrôle (en millions d'euros)	1er semestre 2020			1er semestre 2019		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Part efficace de la couverture de flux de trésorerie	0	(0)	0	(2)	1	(1)
Variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(2)	0	(1)	1	(0)	1
Variation des écarts de conversion	(289)	0	(289)	17	0	17
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat	(291)	0	(290)	16	0	16
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(0)	(0)	(0)	(1)	0	(1)
Variation des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	0	0	0	0	0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat	(0)	(0)	(0)	(1)	0	(1)
Total - Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(291)	0	(290)	15	1	15



11.2 Résultat par action (part du Groupe)

Résultat net par action avant dilution	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe	(23)	(415)
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe	3	(43)
Résultat net, part du Groupe, total	(21)	(458)
Nombre d'actions moyen pondéré ⁽¹⁾	801 347 527	781 573 032
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action (en euros)	(0,03)	(0,53)
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action (en euros)	0,00	(0,06)
Résultat net total, part du Groupe, par action (en euros)	(0,03)	(0,59)

(1) En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat par action 2019 a été ajusté pour prendre en compte l'effet de la distribution de dividendes en actions intervenue le 29 juin 2020 (retraitement rétrospectif de l'effet de la décote de 5% appliquée au prix d'émission des actions émises en paiement du dividende, effet déterminé selon la méthode du rachat d'actions).

Résultat net par action après dilution	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe	(23)	(415)
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe	3	(43)
Résultat net, part du Groupe, total	(21)	(458)
Nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution	801 347 527	781 573 032
Actions dilutives	-	-
Plans d'actions gratuites	-	-
Nombre d'actions retraité, après dilution éventuelle	801 347 527	781 573 032
Résultat net des activités poursuivies, part du Groupe, par action (en euros)	(0,03)	(0,53)
Résultat net des activités abandonnées, part du Groupe, par action (en euros)	0,00	(0,06)
Résultat net total, part du Groupe, par action (en euros)	(0,03)	(0,59)

Les actions gratuites attribuées dans le cadre des plans 2019 et 2020 ne sont pas considérées comme dilutives, le résultat des activités poursuivies du premier semestre 2020 étant négatif.

NOTE 12 : ACTIFS, PASSIFS ET RESULTAT FINANCIERS

12.1 Instruments financiers par catégorie

Au 30/06/2020 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		En juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - Juste valeur par résultat	Instruments dérivés - Juste valeur par OCI	
Titres de participation	107	11	96	-	-	-	107
Autres immobilisations financières long terme	1 285	73	329	883	-	-	1 285
Autres actifs financiers non courants	1 393	84	425	883	-	-	1 393
Total encours clients des sociétés financières	5 250	-	-	5 250	-	-	5 250
Créances commerciales	2 532	-	-	2 532	-	-	2 532
Autres actifs financiers courants	357	-	49	67	33	208	357
Autres actifs ⁽¹⁾	580	-	-	580	-	-	580
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 750	2 750	-	-	-	-	2 750
ACTIFS	12 861	2 834	474	9 312	33	208	12 861
Total dettes financières	8 288	-	-	8 247	28	12	8 617
Total engagements locatifs	4 239	-	-	4 239	-	-	4 239
Total refinancement des encours clients	4 573	-	-	4 556	1	16	4 573
Fournisseurs et autres crébiteurs	11 157	-	-	11 157	-	-	11 157
Autres passifs ⁽²⁾	2 119	-	-	2 119	-	-	2 119
PASSIFS	30 376	-	-	30 319	30	28	30 706

Au 31/12/2019 (en millions d'euros)	Valeur comptable	Ventilation par catégorie d'instruments					Juste valeur
		En juste valeur par résultat	Juste valeur par OCI	Coût amorti	Instruments dérivés - Juste valeur par résultat	Instruments dérivés - Juste valeur par OCI	
Titres de participation	100	12	88	-	-	-	100
Autres immobilisations financières long terme	1 407	75	327	1 005	-	-	1 407
Autres actifs financiers non courants	1 507	87	415	1 005	-	-	1 507
Total encours clients des sociétés financières	6 290	-	-	6 290	-	-	6 290
Créances commerciales	2 669	-	-	2 669	-	-	2 669
Autres actifs financiers courants	252	4	66	59	43	81	252
Autres actifs ⁽¹⁾	439	-	-	439	-	-	439
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 466	4 466	-	-	-	-	4 466
ACTIFS	15 624	4 557	481	10 462	43	81	15 624
Total dettes financières	7 300	-	-	7 241	43	16	7 566
Total engagements locatifs	4 573	-	-	4 573	-	-	4 573
Total refinancement des encours clients	5 529	-	-	5 513	1	15	5 529
Fournisseurs et autres crébiteurs	13 646	-	-	13 646	-	-	13 646
Autres passifs ⁽²⁾	2 556	-	-	2 556	-	-	2 556
PASSIFS	33 603	-	-	33 529	44	31	33 869

(1) Hors charges constatées d'avance.

(2) Hors produits constatés d'avance.



Ventilation des actifs et passifs évalués à la juste valeur

Ventilation selon la hiérarchie des justes valeurs prévue par la norme IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur* (cf. note 1.5) :

<u>30/06/2020</u> <i>(en millions d'euros)</i>	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
Titres de participation	-	11	96	107
Autres immobilisations financières long terme	402	-	-	402
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	49	-	-	49
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par Résultat	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants - dérivés	-	241	-	241
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 750	-	-	2 750
Refinancement des encours clients - Dérivés passif	-	(17)	-	(17)
Dettes financières - Dérivés passif	-	(40)	(0)	(41)

<u>31/12/2019</u> <i>(en millions d'euros)</i>	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
Titres de participation	-	12	88	100
Autres immobilisations financières long terme	402	-	-	402
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	66	-	-	66
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par Résultat	4	-	-	4
Autres actifs financiers courants - dérivés	-	124	-	124
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 466	-	-	4 466
Refinancement des encours clients - Dérivés passif	-	(15)	-	(15)
Dettes financières - Dérivés passif	-	(59)	(0)	(59)

12.2 Dette financière nette

12.2.1 Composition de la dette nette

La dette nette du Groupe s'établit à (5 218) millions d'euros à fin juin 2020, et s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires	7 047	6 981
Autres emprunts et dettes financières	481	261
Billets de Trésorerie	719	-
Total des dettes financières hors dérivés passifs	8 247	7 241
Dérivés - Passif	41	59
TOTAL DES DETTES	[1]	7 300
<i>dont dettes à plus d'un an</i>	6 379	6 303
<i>dont dettes à moins d'un an</i>	1 909	997
Autres actifs financiers courants ⁽¹⁾	320	219
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 750	4 466
TOTAL DES PLACEMENTS	[2]	4 685
DETTE NETTE	[1] - [2]	2 615

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an dans le calcul de la dette nette (cf. note 15.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2019).

La variation de la dette nette entre le 30 juin et le 31 décembre s'explique par la saisonnalité de l'activité, la dette nette de fin d'année étant structurellement plus faible du fait du volume d'affaires important enregistré au mois de décembre.



12.2.2 Détail des emprunts obligataires

(en millions d'euros)	Échéance	Variation du nominal					Valeur comptable de la dette 30/06/2020
		31/12/2019	Emissions	Remboursements	Effet de change	30/06/2020	
Emissions Publiques réalisées par Carrefour S.A.		6 564	1 000	(802)	3	6 764	6 640
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 10 ans, 4,00%	2020	802	-	(802)	-	-	-
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 11 ans, 3,875%	2021	871	-	-	-	871	870
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 1,75%	2022	1 000	-	-	-	1 000	974
Emprunt obligataire convertible non dilutif 500 millions USD, 6 ans, 0%	2023	445	-	-	1	447	418
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 0,750%	2024	750	-	-	-	750	746
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 10 ans, 1,25%	2025	750	-	-	-	750	747
Emprunt Obligataire convertible non dilutif, 500 millions USD, 6 ans, 0%	2024	445	-	-	1	447	403
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 5 ans, 0,88%	2023	500	-	-	-	500	497
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 7,5 ans, 1,75%	2026	500	-	-	-	500	497
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 8 ans, 1,00%	2027	500	-	-	-	500	497
Emprunt Obligataire Euro MTN, EUR, 7,5 ans, 2,625%	2027		1 000	-	-	1 000	992
Emissions réalisées par Atacadão S.A.		552	-	-	(146)	406	406
Debenture 500 millions BRL, 5 ans, 105,75% CDI	2023	110	-	-	(29)	81	81
Debenture 1 milliard BRL, 3 ans, 104,4% CDI	2021	221	-	-	(58)	163	163
Debenture 450 millions BRL, 3 ans, 100% CDI	2022	99	-	-	(26)	73	73
Debenture 350 millions BRL, 5 ans, 100% CDI	2024	77	-	-	(20)	57	57
Debenture 200 millions BRL, 7 ans, 100% CDI	2026	44	-	-	(12)	33	33
Détail des emprunts obligataires		7 116	1 000	(802)	(143)	7 171	7 047

Le 25 mars 2020, le Groupe Carrefour a été le premier émetteur noté BBB à accéder au marché, avec une émission obligataire d'1 milliard d'euros, d'une maturité de 7,5 ans environ (échéance au 15 décembre 2027) et d'un coupon de 2,625%. Cette opération a permis de sécuriser les besoins de financements à court et moyen terme du Groupe dans le contexte de crise sanitaire.

Le 9 avril 2020, le Groupe a procédé au remboursement d'un emprunt obligataire, d'un montant de 802 millions d'euros, d'une maturité de 10 ans et d'un coupon de 4%.

Ces opérations permettent également d'étendre la maturité moyenne des facilités obligataires en la portant de 3,5 ans à fin décembre 2019 à 4,1 ans à fin juin 2020, tout en réduisant la charge financière de Carrefour.

12.2.3 Détail des autres emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Emprunts Amérique Latine	314	75
Autres emprunts bancaires souscrits	65	80
Intérêts courus non échus ⁽¹⁾	37	80
Autres passifs financiers	66	26
Total Autres emprunts et dettes financières	481	261

(1) Les intérêts courus portent sur la totalité de la dette financière, y compris les emprunts obligataires.

Les « emprunts Amérique Latine » incluent notamment les financements en USD et Euros, swapés en BRL mis en place par la filiale brésilienne Atacadão en avril 2020, pour un montant de 1 500 millions de reals (environ 250 millions d'euros au cours de clôture du 30/06/2020).

Les financements Euros et USD réalisés à l'origine à taux fixe, ont été convertis en BRL et indexés sur le CDI à l'émission, à travers des *Cross-Currency swaps* sur la durée de vie des emprunts. Ces instruments sont documentés et enregistrés en comptabilité de couverture (*Fair Value Hedge*).



12.2.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Trésorerie	1 389	1 286
Équivalents de trésorerie	1 361	3 180
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 750	4 466

Dans le cadre de son activité internationale, Carrefour n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel ses filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent imposer aux filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidité, de limiter leur exposition à d'autres parties du Groupe et de se conformer à certains ratios.

12.2.5 Autres actifs financiers courants

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par OCI	49	66
Autres actifs financiers courants - Juste Valeur par Résultat	-	4
Dépôts à plus de 3 mois	16	12
Dérivés	241	124
Créances de sous-location financière - part à moins d'un an	36	34
Autres	14	12
Total Autres actifs financiers courants	357	252

12.3 Analyse des dettes financières (hors dérivés passifs)

12.3.1 Détail par nature de taux

(en millions d'euros)	30/06/2020		31/12/2019	
	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés	avant effet des instruments dérivés	après effet des instruments dérivés
Dette à taux fixe	7 041	6 776	6 610	6 610
Dette à taux variable	1 206	1 471	631	631
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	8 247	8 247	7 241	7 241

12.3.2 Détail par devise

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Euro	7 522	6 609
Real Brésilien	723	631
Peso Argentin	0	0
Lei Roumain	2	2
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	8 247	7 241

Les éléments ci-dessus sont présentés après prise en compte des couvertures.

Au 30 juin 2020, la dette en euros représente 91% du total des dettes financières brutes hors dérivés passifs (91% au 31 décembre 2019).

**12.3.3 Détail par échéance**

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
A moins d'un an	1 868	939
Entre 1 et 2 ans	170	1 127
Entre 2 et 5 ans	4 171	3 368
Au-delà de 5 ans	2 039	1 808
Total Dettes financières (hors dérivés passifs)	8 247	7 241

12.4 Variation des passifs issus des activités de financement

(en millions d'euros)	Autres actifs financiers courants ⁽¹⁾	Dettes financières brutes	Total Passifs nets issus des activités de financement
Au 31 décembre 2019	(219)	7 300	7 081
Changements issus des flux de trésorerie des opérations de financement	(106)	1 115	1 009
Variation des actifs financiers courants	(106)	-	(106)
Emission d'emprunts obligataires	-	1 000	1 000
Remboursement d'emprunts obligataires	-	(802)	(802)
Intérêts financiers nets versés	-	(129)	(129)
Emission de billets de trésorerie ⁽²⁾	-	719	719
Autres variations de l'endettement	-	327	327
Changements sans contrepartie de trésorerie	4	(127)	(123)
Ecarts de conversion	(3)	(204)	(206)
Effet des variations de périmètre	(0)	6	6
Variations des justes valeurs	27	(5)	22
Coût de l'endettement financier net	-	91	91
Autres mouvements	(20)	(16)	(36)
Au 30 juin 2020	(320)	8 288	7 967

(1) Ce poste n'inclut pas les créances de sous-location financière – part à moins d'un an.

(2) Au cours du premier semestre 2020, dans le cadre de la crise sanitaire, le Groupe a réalisé des émissions de billets de trésorerie à court terme afin de sécuriser sa liquidité.

12.5 Autres actifs financiers non courants

(en millions d'euros)	30/06/2020	31/12/2019
Dépôts et cautionnements ⁽¹⁾	536	664
Portefeuille d'actifs des sociétés financières	403	403
Créances de sous-location financière - part à plus d'un an ⁽²⁾	130	143
Créance financière ⁽³⁾	138	138
Titres de participations non consolidés	107	100
Autres	78	60
Total Autres actifs financiers non courants	1 393	1 507

(1) Les dépôts et cautionnements comprennent notamment les dépôts judiciaires versés au Brésil dans le cadre des litiges fiscaux (litiges principalement relatifs aux redressements fiscaux contestés par le Groupe), dans l'attente des décisions définitives des tribunaux, ainsi que les dépôts de garantie versés aux bailleurs dans le cadre des contrats de location immobilière.

(2) Des créances de sous-location financière ont été enregistrées suite à l'application de la norme IFRS 16 à partir du 1^{er} janvier 2019.

(3) Ce montant correspond à la créance financière relative aux 20% dans Carrefour Chine (cf. note 2.2 des comptes consolidés au 31 décembre 2019).



12.6 Résultat financier

Le résultat financier se compose en premier lieu du coût de l'endettement financier.

Depuis 2019, en application de la norme IFRS 16, il comprend également les charges d'intérêt relatives aux contrats de location ainsi que les produits d'intérêt relatifs aux contrats de sous-location financière. Les autres éléments financiers correspondent pour l'essentiel à des charges relatives à la variation de valeurs actualisées, à la constatation d'intérêts de retard sur certains passifs ou aux impacts de l'hyperinflation en Argentine.

(en millions d'euros)	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Produits sur prêts et trésorerie	4	(1)
Produits d'intérêts sur les dépôts bancaires	4	2
Produits financiers sur placements	(0)	(3)
Coût de l'endettement financier brut	(95)	(111)
Charges d'intérêt sur les passifs financiers évalués au coût amorti après prise en compte des produits et charges sur instruments de taux	(84)	(97)
Coût des cessions de créances au Brésil	(11)	(14)
Coût de l'endettement financier net	(91)	(112)
Charges d'intérêt relatives à des contrats de location	(49)	(61)
Produits d'intérêt relatifs à des contrats de sous-location financière	1	1
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	(48)	(60)
Autres produits et charges financiers	(34)	7
Charges d'intérêt de la période sur le passif au titre des prestations définies	(5)	(11)
Produits d'intérêt des actifs de couverture des engagements de retraite	1	2
Taxe sur les transactions financières	(10)	(11)
Intérêts de retard sur contentieux fiscaux et sociaux	(13)	(16)
Dividendes perçus au titre d'actifs disponibles à la vente	2	1
Produits de cession des actifs disponibles à la vente sortis des autres éléments du résultat global	9	22
Charges de cession des actifs disponibles à la vente sortis des autres éléments du résultat global	(5)	(0)
Gain/perte net de change	(15)	(3)
Impact de l'hyperinflation en Argentine - application de la norme IAS 29 ⁽¹⁾	12	21
Impact des rachats obligataires	(5)	(5)
Variation de juste valeur des dérivés de taux	1	7
Autres	(5)	1
Résultat financier	(173)	(165)
Charges financières	(332)	(221)
Produits financiers	159	56

(1) Les résultats financiers des premiers semestres 2020 et 2019 incluent l'impact de l'hyperinflation en Argentine, conformément aux dispositions de la norme IAS 29 - Information financière dans les économies hyperinflationnistes (cf. note 1.5).

NOTE 13 : AUTRES INFORMATIONS

13.1 Périmètre de consolidation

13.1.1 Principaux mouvements du premier semestre 2020

Les acquisitions des sociétés Potager City et Dejbox ainsi que la cession de Rue du Commerce sont détaillées en note 3.2.

Le 26 février 2020, Carrefour Italie a conclu un accord avec Conad portant sur l'acquisition de 28 magasins Auchan situés en Lombardie principalement sous le format proximité. En application de la norme IFRS 3 – *Regroupements d'entreprises*, le Groupe a effectué une évaluation des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition. Sur la base de cette évaluation provisoire, l'acquisition s'est



traduite par la comptabilisation d'un *goodwill* provisoire de 3 millions d'euros au 30 juin 2020. Le montant des produits des activités ordinaires et du résultat inclus dans l'état du résultat global consolidé de la période n'est pas significatif.

En dehors de ces opérations, le périmètre de consolidation du Groupe Carrefour n'a pas connu de variation significative au cours du premier semestre 2020.

13.1.2 Principaux mouvements du premier semestre 2019

Au cours du premier semestre 2019, la principale variation de périmètre concernait l'acquisition de So.bio en France (*goodwill* définitif de 37 millions d'euros au 30 juin 2020).

13.2 Parties liées

Les transactions du Groupe avec des parties liées concernent essentiellement :

- la rémunération et les avantages assimilés accordés aux membres du Comité Exécutif Groupe et du Conseil d'Administration ;
- les opérations avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Les transactions entre parties liées s'effectuent sur une base de prix de marché.

Au cours du premier semestre 2020, il n'y a pas eu de modification significative de la nature des transactions effectuées par le Groupe avec ses parties liées par rapport au 31 décembre 2019.

13.3 Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus par le Groupe et non comptabilisés au bilan correspondent à des obligations contractuelles non encore réalisées et subordonnées à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures à l'exercice en cours. Ces engagements sont de quatre ordres : ceux liés à la trésorerie, ceux liés à l'exploitation des points de vente, ceux liés aux acquisitions de titre et ceux liés aux locations.

Au cours du premier semestre 2020, suite à la crise sanitaire, les engagements de crédit donnés par les sociétés financières du Groupe à leur clientèle ont été restreints, en conformité avec les réglementations locales, notamment en Espagne et en Amérique Latine.

13.4 Evénements post-clôture

Aucun événement post-clôture significatif n'est à signaler.

CARREFOUR

Société anonyme
93 AVENUE DE PARIS, MASSY 91300

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020

Deloitte & Associés	KPMG S.A.	Mazars
6, place de la Pyramide	2 avenue Gambetta	61 rue Henri Regnault
92908 Paris-La Défense Cedex	92066 Paris-La-Défense Cedex	92400 Courbevoie

CARREFOUR

Société anonyme
93 AVENUE DE PARIS, MASSY 91300

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020

Aux actionnaires de la société Carrefour,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Carrefour, relatifs à la période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 28 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent

pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 28 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La-Défense et Courbevoie, le 28 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

STEPHANE RIMBEUF

BERTRAND BOISSELIER

KPMG S.A.

CAROLINE BRUNO DIAZ

MAZARS

EMILIE LOREAL

JEROME DE PASTORS



Attestation des personnes responsables

Attestation des personnes responsables

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Carrefour et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 28 juillet 2020

M. Alexandre Bompard
Président-Directeur Général

M. Matthieu Malige
Directeur Exécutif Finances et Gestion



www.carrefour.com
@GroupeCarrefour

Société anonyme au capital de 2 044 059 600 euros
Siège social : 93, avenue de Paris – 91300 Massy
652 014 051 RCS Évry